

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
CONTRIBUTION DE LA FEMME
AUX DÉPENSES DU MÉNAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 28 octobre 1907, à 3 heures.

PAR

Charles GILLET

Président : M. WEISS, professeur.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
 TISSIER, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

1907

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

32377

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

CONTRIBUTION DE LA FEMME

AUX DÉPENSES DU MÉNAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 28 octobre 1907, à 3 heures.

PAR

Charles GILLET

Président : M. WEISS, professeur.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, professeur.
 TISSIER, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

INTRODUCTION

Les dépenses du ménage comprennent toutes les sommes nécessaires à la vie de famille des époux ainsi qu'à l'entretien et à l'éducation des enfants communs.

La contribution de la femme est la part que celle-ci supporte définitivement dans ces dépenses.

Nous nous proposons d'étudier ici les questions juridiques que fait naître cette contribution dans les différents régimes matrimoniaux, tant entre les époux que dans les relations de la femme avec les tiers. Mais dans le vaste cadre de la vie de famille, le droit n'a qu'un rôle réduit ; combien il apparaît timide pour régler les grands devoirs de l'existence commune ! Aussi, confiant dans l'amitié réciproque et l'intérêt commun des époux, le législateur du Code civil s'est-il montré avare de texte précis, nous montrant, par des principes généraux comme les articles 203 et 212, que surtout la bonne entente est le plus sûr garant d'une sage économie.

Le régime de la communauté paraît être en effet le régime favori du législateur de 1804 ; c'est aussi celui qui se prête le mieux à l'idéal d'unité dans la personne et dans les biens que l'influence du christianisme nous a transmis.

Sous les autres régimes au contraire, où les fortunes et les revenus sont complètement distincts, il appartenait au législateur de fixer avec certitude la mesure dans laquelle la femme serait tenue d'acquitter ces charges communes tout en laissant aux époux la faculté de modifier par des conventions particulières au moment du mariage, la quotité indiquée par la loi. C'est le principe suivi en matière de séparation de biens et de régime dotal par les articles 1448, 1537 et 1575.

Tout d'abord, le mariage impose aux époux l'obligation de se fournir mutuellement des secours pécuniaires proportionnés à leurs facultés (art. 212 et 214). Cette obligation reçoit peu de sanction tant que la vie commune suit son cours normal. Souvent même leurs conventions ont, comme nous venons de le dire, déterminé la proportion de leur contribution aux charges du ménage. Mais si cette quotité établie soit par la loi, soit par ces conventions, devenait pour des causes quelconques en disproportion avec les besoins des époux les articles 212 et 214 trouveraient leur application. L'époux le plus riche contribuera aux dépenses domestiques pour une portion supé-

rieure à la normale ainsi que nous le verrons plus loin. Ces principes sont simples et rigoureux : toutefois des difficultés se sont élevées, nombreuses et fréquentes ainsi qu'en témoigne le grand nombre de décisions recueillies au cours de notre étude. Sur plusieurs points la jurisprudence a varié et la Cour de cassation elle-même a rendu à plusieurs reprises des arrêts divergents tandis que la doctrine n'offrait pas non plus l'exemple de la plus parfaite unité. Des intérêts opposés, également respectables, se présentent à l'appréciation du juge et du jurisconsulte sans qu'aucun texte vienne guider leur appréciation.

Après un court aperçu historique, tant en droit romain que dans l'ancien droit français, nous examinerons successivement au point de vue de la contribution de la femme, les différents régimes matrimoniaux et leurs modifications en signalant et approfondissant chaque fois que nous rencontrerons les difficultés soulevées par notre question.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

DROIT ROMAIN

Sous la loi des XII Tables, les femmes avaient au point de vue des biens les mêmes droits que les hommes : les successions se partageaient sans distinction de sexe et les fortunes des époux pouvaient se trouver également réparties sur chacun d'eux.

Mais après son mariage, la femme était, tant au point de vue de sa personne qu'à celui de ses biens, assujettie aux volontés d'un maître soit son mari, soit le *pater-familias* de son mari. Devenue étrangère à sa famille d'origine tous les biens qu'elle possédait au moment de son mariage ou qu'elle acquérait ultérieurement se fondaient dans le patrimoine commun de la famille de son mari.

La loi mettait ainsi les enfants à la charge et sous

la dépendance exclusive du *pater-familias* : c'était donc indirectement et par l'apport de la totalité ou du moins d'une partie de ses biens que la femme contribuait aux dépenses du ménage, sa contribution était formée de tous ses biens.

Cet apport s'effectuait de trois manières : 1° si en se mariant la femme était *sui juris*, par le mariage, elle devenait *alieni juris* et passait sous la main de son mari, *in manum mariti*. Dans ce cas, tout ce qu'elle possédait tombait dans le patrimoine de la famille du mari ; ce n'était pas une dot, mais un équivalent de la dot, conséquence forcée de la *conventio in manum*.

2° Si au moment du mariage, la femme était encore *alieni juris* sous la puissance de son *pater-familias*, elle n'avait pas et ne pouvait pas avoir de biens personnels. Mais il était du devoir du père, et les mœurs lui en faisaient une obligation d'autant plus inéluctable que la femme perdait tout droit de succession dans sa famille d'origine, il était du devoir du père de constituer une dot à sa fille. C'était ici une véritable dot, et nous savons que la destination de la dot est le soutien des charges du mariage : « *donatio marito delata ad onera matrimonii sustinenda* (1). »

1. Dig. 23-3 *De jure dotium* 76 *in fine* : « *Nisi matrimonii oneribus serviat, dot nulla est.* » Nous trouvons aussi au titre *De castrensi peculio* (49 tit. 17) § 16 princ : « *Dos autem matrimonio cohæreret oneribus ejus ac liberis communibus... confertur.* »

3° Quand le mariage avait lieu sans *conventio in manum*, et il pouvait déjà en être ainsi sous la loi des XII Tables, les patrimoines restaient distincts et le mari ne faisait aucune acquisition légale des biens de la femme; le besoin d'une dot se faisait donc sentir, soit que celle-ci eût des biens personnels, soit qu'elle fut encore *alieni juris*. On a ainsi été amené à admettre que le mari pouvait recevoir de la femme elle-même soit du chef de la femme par les libéralités de son père, et comme contribution aux charges du mariage une quotité de biens jouant le même rôle que le patrimoine personnel de la femme *sui juris* ou les libéralités du père de la femme *alieni juris* dans le mariage avec *manus*. Pour le reste les deux patrimoines restent étrangers.

Mais dans ces trois hypothèses si la forme diffère, le résultat est le même, conforme au but recherché : procurer au mari un enrichissement qui lui permette de supporter les charges du mariage. Il devient propriétaire de ces biens et nous devons remarquer que la pureté des mœurs domestiques rendait inutiles toutes les garanties que plus tard les femmes réclamèrent avec insistance et n'obtinrent qu'avec lenteur. La vie réelle, en effet, différait sensiblement du droit : la femme — *matrona* — était la compagne respectée et l'égale de son mari ; le gouvernement des intérêts du ménage lui revenait ainsi que sa direction ; souvent même elle administre concurremment

avec son mari, au mieux des intérêts communs.

La situation toutefois ne tarde pas à changer ; les restrictions apportées à la puissance paternelle, l'émancipation de la femme, la suppression de leur tutelle, la désuétude de la *manus* et le relâchement du lien conjugal assurent à la femme une grande indépendance ; elle dispose à son gré de tous les biens qu'elle conserve et ne participe aux dépenses domestiques que par sa dot dont elle transfère à son mari la propriété.

Mais bientôt ce qu'elle gagne en liberté elle le perd en respect ; le mariage aussitôt suivi de divorce devient un métier si lucratif que l'usage de faire promettre au mari la restitution de la dot devient insuffisant et que le prêteur dut créer une action de bonne foi, l'action *rei uxoriæ*, au profit de la femme divorcée et bientôt aussi de la veuve (VI^e siècle de Rome).

Le mari n'était cependant pas tenu, en vertu de cette action, à la restitution intégrale de ce qu'il avait reçu ; le juge avait un pouvoir d'appréciation sans limite (1) : il pouvait ordonner la restitution non pas précisément de la dot, mais d'une portion indéterminée de la dot : « quod æquius melius est apud virum non manere ». Il en déduisait la part de la

1. « Après le divorce, disait Caton, le juge fait l'office de censeur il statue comme bon lui semble. »

femme dans les dépenses du ménage, dans la mesure de ce qu'il croyait équitable.

Puis le législateur intervint qui fixa par une loi restée inconnue la portion des biens dotaux que le mari pourrait retenir pour diverses causes. C'est ce que l'on a appelé les *retentiones* de dot dont les plus importantes au point de vue de notre étude étaient les *retentiones propter liberos* à raison des frais d'entretien des enfants.

Ce système dura jusqu'à l'époque de Justinien où le droit de la femme sur la dot quoique demeurant un simple droit de créance fut entouré de tant de privilèges et de garanties qu'il finit par équivaloir en fait à un droit de propriété. Le droit chrétien que Justinien a suivi sur ce point conduisait à l'idée que le mari ne devant avoir les biens dotaux que pendant le mariage dont ils devaient compenser les charges, n'avait besoin d'en recevoir que la jouissance et non la propriété. L'empereur n'alla cependant pas jusqu'à la conséquence extrême de cette idée ; il créa l'hypothèque privilégiée de la femme mais n'ôta pas au mari la propriété de la dot.

CHAPITRE II

HISTOIRE DU DROIT FRANÇAIS

Origines germaniques. — Les Germains n'avaient pas de législation, de loi d'État sur le mariage. C'est plutôt de l'état des mœurs germaniques que de l'état du droit que Tacite nous fait l'éloge dans son opuscule *de Moribus Germanorum*. Une tutelle perpétuelle, nous dit-il, asservissait la femme, entourée il est vrai d'un grand respect (1). Associées aux périls de leurs époux les femmes les suivaient dans les combats, les encourageaient dans la bataille.

Dans le mariage, elle était soumise au *mundium* de son mari qui acquérait sur la personne et sur les biens de sa femme des droits illimités sans qu'aucun contrat fût intervenu. Toute sa fortune est réunie entre les mains du mari et forme un patrimoine unique. En principe elle n'a aucun droit d'agir et contribue aux dépenses du ménage par l'abandon de tous

1. Tacite, *de Moribus Germ*, VIII, XVIII.

ses biens au moment du mariage. Une place pourtant est faite à son activité ; à l'intérieur de la maison son autorité est reconnue et elle peut accomplir les actes qui se rattachent à l'administration du ménage « domus et penatium curam fæmini delegatam » sous la sanction toutefois de l'approbation du mari, car chaque famille était à elle-même son propre tribunal.

Après les invasions des Barbares, l'influence du droit romain que l'on recommence à étudier s'associe aux coutumes germaniques que nous venons d'exposer en un « mélange confus et incohérent » suivant l'expression de M. Gide. L'autorité de l'Église cherche à supplanter la puissance des rois dans la législation du mariage et il nous faut arriver au XIII^e siècle pour trouver entre le nord et le midi de la France une séparation assez marquée, — élément romain dans le sud, élément germanique dans le nord.

XIII^e siècle. — Nous ne nous arrêterons pas aux pays de droit écrit où, sous le régime de séparation des époux qui venait du droit romain, la femme donnait au mari l'administration et la jouissance de sa dot pour lui alléger le fardeau des dépenses domestiques et en conservait la propriété.

Dans les pays coutumiers, la tutelle perpétuelle des femmes a, en général disparu à mesure que grandissait la puissance publique et que les tribunaux royaux se substituaient à la justice privée du chef de famille, on peut même dire que nulle incapacité n'ap-

paraît plus et que la femme non mariée est capable comme l'homme. Mais si elle se marie, tout change parce qu'elle passe sous la puissance de son mari qui devient son tuteur, son « baron » ! Une société entre époux est formée avec le mari comme chef : « Chacun sait, dit Beaumanoir, que compagnie se fait par mariaige, l'homme en est le mainbourd » et les biens de la femme sont apportés au mari : les meubles en propriété et les immeubles en jouissance. C'est là assurer d'une façon suffisante la contribution de la femme aux dépenses communes, car il était bien plus d'usage que celle-ci apportât en se mariant des meubles et des valeurs en argent que des immeubles dont elle se trouvait en grande partie écartée au profit des héritiers mâles.

Du reste, à côté de ce régime germanique s'est développée la communauté qui comprend tous les meubles des époux, les acquisitions immobilières faites pendant le mariage et les revenus des propres : le mari chef de cette communauté administre le patrimoine de sa femme, le sien et celui de la communauté, puisant dans les trois bourses les sommes nécessaires à l'entretien commun. Si la femme fait elle-même ces dépenses elle est considérée comme associée du mari et engage ainsi la société comme le ferait son coassocié le mari.

Après le ^{xiii}^e siècle, le rôle de ces deux associés va changer, accroissant les prérogatives du mari, et

restreignant le droit de la femme, qui ne sera plus considérée que comme associée éventuelle; le mari va devenir seul maître des conquêts comme des meubles, et nulle dette de la femme ne pourra plus charger la communauté qu'avec l'autorisation expresse du mari. Cependant elle reste maîtresse de maison et l'administration du ménage demeure sa fonction propre, elle a chargé d'acquérir ce qui est nécessaire à l'entretien journalier de la famille. Mais à ce point de vue, elle ne sera plus regardée comme associée du mari, mais comme son mandataire. C'est le mari, qui par les mains de celle-ci, oblige la communauté; il a reçu une dot, c'est à lui de supporter les dépenses du ménage: aussi auteurs et arrêts déclarent-ils la communauté et le mari obligés pour toutes les fournitures d'aliments, de vêtements que se procure la femme, même sans autorisation.

Aux xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles, ces principes se maintiennent et s'affirment de plus en plus, les pouvoirs du mari sur les biens de la femme ont une étendue de plus en plus vaste, dérivant du droit de puissance que les coutumes lui reconnaissent sur la personne (1). La communauté est « chargée des aliments des conjoints, de l'éducation des enfants » (2)

1. V. Coutume de Paris, art. 223 et 224, 226 et 227, 295.

2. POTHIER annoté par BUGNET, éd. 1845, I, p. 223. V. aussi *ibidem*, VII, 170.

en compensation des revenus des propres dont elle a la jouissance.

Époque révolutionnaire. — La passion de l'égalité préside à toute la transformation sociale. Sous la forme de l'égalité des sexes, elle devait aussi apparaître dans les relations entre époux.

En effet, sous l'influence de Condorcet, le mouvement féministe se dessine déjà. (V. Condorcet *Sur l'admission des femmes aux droits de cité.*) Cambacérès présente à la Convention trois projets de Code civil consacrant l'entière égalité des deux époux. Mais bientôt le calme renaît et les travaux préparatoires du Code Civil peuvent s'effectuer sous la direction de Portalis dont la sagesse apparaît en son discours préliminaire. « Il est, dit-il, utile de conserver tout ce qu'il n'est pas nécessaire de détruire : les lois doivent ménager les habitudes quand ces habitudes ne sont pas des vices. »

Les idées d'ensemble sur le rôle qui convient à l'épouse dans la famille tiennent peu de place dans les travaux préparatoires. On se contentera de transcrire les préceptes anciens tels qu'ils existent sans avantage ni désavantage pour la femme.

DEUXIÈME PARTIE

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

SECTION I

RÉGIME DE LA COMMUNAUTE LÉGALE

De tous les régimes matrimoniaux, le régime en communauté est certainement le plus conforme à l'idée que les peuples modernes se font de la famille et du mariage : il relève d'une inspiration élevée et on y a voulu réaliser l'union, l'harmonie et l'égalité dans les personnes et dans les patrimoines. Mais comme dans toute association il faut une direction, le mari se voit attribuer cette fonction que l'histoire, le droit et les mœurs lui ont toujours conférée. Pendant toute la durée du mariage cette prépondérance de celui qui doit défendre, entretenir et agrandir le foyer restera entière.

Prépondérance du mari ne doit toutefois pas signifier exclusion de la femme ; aussi la tradition de l'ancien droit suivie par la doctrine et par la jurispru-

dence confère-t-elle à l'épouse la charge de gouverner le ménage. Maîtresse de maison comme le mari est chef de la communauté, à elle appartient le soin de se procurer les objets nécessaires à l'entretien de la famille, de faire journellement les acquisitions que réclame la satisfaction de ses besoins quotidiens ainsi que de ceux de son mari et de ses enfants.

En fait, le budget commun supporte ces dépenses, soit que la femme puise à son gré dans la bourse commune, soit que le mari lui remette régulièrement les sommes dont elle a besoin.

Et c'est bien là le but du législateur quand il nous dit dans l'article 1409 § 5 que « la communauté se compose passivement... des aliments des époux, de l'éducation et entretien des enfants et de toute autre charge du mariage ». Son intention apparaît nette de mettre à la charge de cette caisse commune et impersonnelle tout ce qui est nécessaire à la vie du foyer.

Nous devons donc chercher de quels deniers provenant de la femme s'alimente la communauté pour trouver en même temps sa part contributive.

L'article 1401 nous fournit à ce sujet tous les renseignements nécessaires. Il ne fait du reste aucune distinction entre le mari et l'épouse, appliquant la même règle aux biens de chacun.

Tout le mobilier présent ou futur tombe en communauté : et l'expression « mobilier » a un sens très

large : il faut y comprendre d'abord la fortune pécuniaire, ce que l'on est convenu d'appeler dot *lato sensu*, ainsi que les meubles meublants, les gains et produits du travail du mari, mais non ceux de la femme qui depuis la loi du 15 juillet 1907 est, considéré comme séparée de biens à cet égard et en conserve l'administration et la jouissance (1), ce sont en outre les créances même hypothécaires, les rentes viagères ou perpétuelles, les assurances sur la vie, la propriété des œuvres littéraires ou scientifiques du mari de ses œuvres d'art et de ses inventions, les intérêts et actions des sociétés, etc; il n'y a à cette règle que quelques exceptions qui sont : les objets sans valeur vénale, tels que titres de familles et souvenirs, objets donnés quand le donateur a clairement manifesté son intention de les voir rester propres, les pensions et rentes incessibles et insaisissables, les meubles subrogés à des propres et les produits non périodiques tels que les matériaux d'une maison démolie ou les arbres d'un bois non mis en coupe réglée.

Quant aux immeubles, les seuls conquêts font partie de la communauté; ils sont le produit de la collaboration des époux, étant acquis soit par des valeurs mobilières communes, soit par des économies sur les

1. Toutefois, comme nous le verrons, ces gains et revenus de travail subissent par la loi nouvelle une affectation spéciale au paiement des dépenses domestiques.

revenus ou le travail. Les immeubles acquis, au contraire, par donation ou succession restent propres.

Mais la part la plus considérable de contribution des époux aux dépenses du ménage est sans contre-dit, en outre des meubles dont nous venons de parler, formée de la jouissance des propres.

Cette idée de faire consommer les revenus de cette jouissance par les besoins quotidiens est si conforme à l'idée de communauté que longtemps on ne distingua pas parmi les meubles, les capitaux et les fruits des propres. Pothier, le premier, proposa cette distinction qui, du reste, ne serait utile qu'au cas où les époux auraient dans leur contrat exclu les meubles de la communauté pour la réduire aux acquêts, régime sur lequel nous reviendrons ultérieurement.

« Tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de
« quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pen-
« dant le mariage, et provenant des biens qui appar-
« tenaient aux époux lors de sa célébration, ou de
« ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à
« quelque titre que ce soit, tombent en communauté,
« dit l'article 1401-2°. » C'est donc un véritable usu-
fruit auquel nous appliquerons les règles du titre III,
chapitre I^{er} du Code civil, sauf quelques exceptions
telles que la dispense d'inventaire et de caution, les
récompenses au profit de la communauté à raison des
améliorations faites aux propres, et à raison des fruits
qu'elle aurait dû percevoir et qu'elle n'a pas perçus.

Telles sont donc les sources qui alimentent la bourse commune où sont puisés les fonds nécessaires à la satisfaction des besoins quotidiens. Ces obligations entrant en communauté y tombent sans récompense de telle façon qu'à la répartition du passif elles restent définitivement à sa charge. Alors : si la dette a été acquittée avec des valeurs communes, tout est fini puisque chaque époux en supporte sa part ; si au contraire l'époux auteur de la dette la paye de ses deniers il a un recours pour moitié contre son conjoint. Mais ce règlement de compte n'a lieu qu'à la dissolution de la communauté ; tout le temps de la durée, le mari usufruitier des propres de sa femme a seul qualité pour en toucher les revenus et les employer à leur destination ; lui seul peut être actionné tant en son nom personnel que comme chef de la communauté par les créanciers du ménage.

La femme, du reste, est fortement armée contre le gaspillage ou l'incurie d'un mari imprévoyant ; elle peut durant le mariage obtenir du tribunal un jugement qui en la séparant de biens, lui rendra la jouissance de ses propres et limitera à une somme précise sa contribution aux charges du ménage.

Elle se trouve encore mieux défendue à la dissolution de la communauté. Une première ressource s'offre à son choix : renoncer. Par ce moyen la femme sera censée n'avoir jamais été commune ; elle est exonérée des dettes et n'a rien à payer aux créanciers.

Elle abandonne il est vrai les droits qu'elle a sur l'actif, mais cet abandon lui coûte peu puisque tout ce qui pourrait lui revenir serait absorbé par un passif plus considérable. Au surplus si la femme a été prévoyante dans son contrat de mariage et qu'elle ait stipulé une clause de reprise d'apport franc et quitte, ce qui est fréquent, elle pourra même en renonçant obliger son mari à lui tenir compte des dettes qu'elle aura été obligée de supporter. Cette clause toutefois n'est pas opposable aux créanciers et ne produit d'effet qu'entre les époux. En renonçant la femme se trouve donc affranchie de tout ce qui forme le passif définitif de la communauté et reprend seulement tous les biens qui lui appartiennent: ses propres, en nature ou remployés, ses reprises ou créances d'indemnité, principalement pour le prix d'immeubles dont il n'aurait pas été fait emploi.

Mais même en acceptant la femme se trouve encore efficacement protégée contre la mauvaise administration du mari par l'article 1483 du Code civil qui lui permet de refuser de payer les créanciers des dettes communes, les seules dont nous nous occupons ici, au delà de son émolument c'est-à-dire de ce qu'elle prend dans la communauté à titre de copartageante. La seule condition mise par la loi à l'exercice de ce bénéfice est la confection d'un inventaire dans le délai de trois mois et quarante jours à compter de la dissolution.

Avant d'en avoir terminé avec l'exposé général, il nous reste à dire quelques mots de la qualité de mandataire qui permet à la femme d'accomplir juridiquement les achats nécessaires au ménage.

Elle n'a en effet ni la capacité de s'engager ni d'engager la communauté et le mari. Mais comme tout mandant a le libre choix du mandataire qu'il emploie et que la capacité de ce dernier s'efface devant celle du premier, le mari se trouve avoir à côté de lui un mandataire expérimenté qu'il emploie souvent. Point n'est besoin d'une procuration comme le dit l'article 1420, ce pouvoir de représenter le mari existe toujours en vertu d'un mandat sous-entendu de telle façon que la femme sans s'obliger elle-même obligera la communauté et son chef, le mari.

Tels sont les principes généraux qui régissent sous le régime de la communauté légale la contribution de la femme aux dépenses du ménage. Voyons maintenant quelle application ils reçoivent en pratique.

CHAPITRE PREMIER

ENTRETIEN ET ÉDUCATION DES ENFANTS

L'article 1409-5° du Code civil charge la communauté de pourvoir à l'éducation et à l'entretien des enfants. Mais cet article n'est que l'application particulière au régime dont nous nous occupons d'un principe bien plus général contenu dans l'article 203 :

« Les époux contractent ensemble, par le fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants. »

Armés de cet article, les tiers à qui les enfants ont été confiés soit par les deux époux, soit par l'un d'eux seulement, pour être nourris, entretenus et élevés ont maintes fois prétendu avoir action même pendant la communauté tant contre la femme que contre le mari.

La jurisprudence et la doctrine sont très divisées non pas tant sur la nécessité d'accorder aux tiers cette action que sur son fondement juridique.

Le créancier peut poursuivre son paiement sur les

biens communs en vertu de l'article 1409-5° et comme toute dette de communauté est en même temps dette du mari, il peut aussi, du moins pendant la durée de la société conjugale, agir sur les biens propres du mari non seulement pour sa part et portion, mais pour le tout.

Peut-il également pendant la communauté agir contre la femme et poursuivre sur les biens propres de celle-ci le paiement de ce qui lui est dû ?

Il n'est pas douteux que l'obligation de pourvoir avec leur propre fortune aux frais d'éducation et d'entretien des enfants pèse également sur les deux époux qui sont tenus dans la limite de leurs facultés d'y subvenir personnellement, lors même, disent MM. Aubry et Rau (1), que par une cause quelconque ils se trouveraient dans l'impossibilité d'exercer la puissance paternelle ou qu'ils en auraient été privés.

Les époux contractent « ensemble », dit l'article 203, sans préciser la nature de cette obligation que l'on a considérée tantôt comme solidaire, tantôt comme indivisible et enfin comme conjointe.

Nombreuses sont les décisions intervenues en faveur de la solidarité.

L'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs

1. AUBRY et RAU. *Cours de droit civil français*, 4^e éd., t. VI, p. 73.

enfants est indivisible et solidaire à l'égard des époux ; par suite la femme est tenue d'en acquitter le montant sauf son recours contre son mari. Elle ne peut même pas se prévaloir à l'égard des tiers de l'article 1537 du Code civil dont les dispositions n'ont d'effet qu'entre les époux (1). Cette jurisprudence admet la solidarité comme conséquence de la fausse doctrine qui a longtemps prévalu sur l'obligation alimentaire et qui était considérée presque comme un axiome. Le raisonnement suivant l'y conduisait : La femme qui sous le régime de la communauté légale achète les choses nécessaires soit pour son usage, soit pour celui des enfants issus du mariage, n'étant réputée agir que comme mandataire du mari ne s'engage pas personnellement mais engage seulement la communauté et le mari. Dès lors les fournisseurs n'ont pas d'action contre elle et ne peuvent demander paiement qu'au mari. Mais est-ce à dire que les tiers fournisseurs ne peuvent exercer aucun recours contre la femme elle-même. Cela est fort juridique quand les tiers ne peuvent invoquer contre la femme d'autre engagement

1. Paris, 3 juin 1842, D. 42.2.217. Citons encore : Paris, 13 juillet 1836, V, D. *Jur. Gén.*, v^o *Contrat de mariage*, n^o 1961.

Agen, 18 juin 1851, D. 51.2.228.

Nîmes, 15 mars 1852, D. 54.3.16.

Seine, 22 nov. 1854, D. 57.3.35.

Paris, 26 juillet 1862, D. 63.2.112.

Cass., 27 janvier 1857, D. 1857.1.142.

que celui qui résulte de l'achat qu'elle a fait. L'action du fournisseur est alors repoussée par le mandat tacite. Mais la question s'élargit et présente un aspect bien différent lorsque les fournitures faites à la femme consistent en objets de première nécessité qui ont servi à l'entretien de la famille, la femme se trouve en présence de l'article 203 du Code civil et il s'agit de savoir si elle est tenue non plus en vertu de l'achat qu'elle a fait mais en vertu de l'obligation naturelle à laquelle l'article 203 a donné une consécration légale. Cette obligation n'est pas une simple charge de la communauté. La femme en est tenue personnellement, solidairement et indivisément avec son mari comme étant une obligation alimentaire (1). Certains arrêts vont même plus loin en disant que l'article 203 proclame « une obligation de droit naturel antérieure et supérieure à toutes les législations (2). » C'était bien le moins, nous en convenons, devant un langage aussi convaincu de condamner la femme solidairement avec son mari.

Toutefois, le caractère juridique de ce raisonnement ne nous paraît pas suffisamment pur pour nous croire obligés de l'adopter.

1. Les auteurs du reste étaient d'accord avec la Jurisprudence. V. PROUDHON, *Traité sur l'état des personnes*, t. I, p. 44. Grenoble, 28 janvier 1836. DALLOZ, *Jur. Gén*, v° *Contrat de mariage*. N° 1961. Paris, 13 juin 1831. 3 juin 1847.

2. Agen, 18 juin 1851. S. 1852.2.18.

L'article 1202 du Code civil nous apprend que la solidarité ne se présume point: qu'au contraire elle ne peut résulter que de la volonté des parties ou de la loi. Or il ne peut être ici question de solidarité conventionnelle puisque l'obligation de l'article 203 a sa cause dans la loi. On ne pourrait du reste pas tirer argument du mot « contractent » écrit dans l'article 203, ce n'est pas un contrat proprement dit et quand bien même on y verrait un contrat il n'y aurait pas de solidarité conventionnelle puisque les parties ne s'y sont pas obligées et que l'article 1202 exige qu'elle soit expressément stipulée.

D'autre part, il ne peut pas non plus y avoir de solidarité légale puisque la loi n'en parle pas. Sans texte formel pas de solidarité.

Quant à l'indivisibilité, nous sommes convaincus également qu'elle ne peut non plus s'appliquer à une dette alimentaire. En effet, elle ne peut résulter que de deux choses, — *natura aut contractu*. La volonté de l'homme est en effet susceptible de produire des effets d'indivisibilité plus ou moins étendus — *obligatione* ou *solutione tantum*. — Dans l'espèce, il ne peut être question de l'une ou l'autre de ces indivisibilités, l'obligation de l'article 203 étant créée par la loi. Elle ne peut non plus résulter de la nature des choses car l'objet de l'obligation alimentaire se traduisant par le versement d'une somme d'argent se trouve parfaitement divisible. Dumoulin l'établissait

dans son *Extricatio labyrinthi divisi et indivisi* (part. II, n° 238), en disant : « Quamvis enim qui pro parte vivere non possit, tamen alimenta dividua sunt : id est res quibus alimur pro parte sive ab uno sive a pluribus præstari possunt ut natura et experientia docent. »

En vain même invoquerait-on l'article 1221-5°, disent MM. Aubry et Rau (1), pour soutenir que l'intention du législateur a été que cette dette ne pût s'acquitter partiellement. Une intention opposée résulte de l'article 208 d'après lequel les aliments doivent être fixés dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit, ce qui suppose, quand il existe plusieurs obligés, que le juge doit apprécier séparément leurs facultés et fixer divisément la somme pour laquelle chacun devra contribuer, et ainsi la quote-part pour laquelle seulement il pourra être actionné.

Duranton avait reconnu la fausse application de la solidarité à l'obligation alimentaire, mais lui maintenait le caractère de l'indivisibilité en vertu du caractère de l'objet, la vie ; le texte de Dumoulin que nous avons cité littéralement lui répond victorieusement.

1. AUBRY et RAU. *Cours de droit civil français*, 4^e éd., t. VI, § 553, n° 18, p. 105.

M. Rodière (1) admettait que les juges avaient le pouvoir de condamner suivant les circonstances un seul des débiteurs *in solidum*, sauf son recours contre l'autre, pourvu que cette condamnation n'excédât pas ses facultés, il faisait l'application de cette théorie à l'article 203 et concluait : « Chacun des obligés *in solidum* doit également la totalité de la dette : ce n'est que par le concours dans le paiement que cette dette se trouve amoindrie. »

Nous répondrons à cette argumentation, fort ingénieuse d'ailleurs, que toute obligation qui n'est pas solidaire et qui a pour objet une chose divisible, se divise entre les différents débiteurs. Il ne pourrait en être autrement que si le législateur avait donné à l'obligation dont s'agit le caractère de solidarité et nous avons vu qu'il ne l'a pas fait.

Pour que la dette de l'article 203 pèse *in solidum* sur le mari et sur la femme, il faudrait que par la force même des choses, par les nécessités de la situation cette obligation soit telle qu'il ne puisse en être différemment. Or nous ne rencontrons ici rien de pareil. Certes, il faut que les tiers à qui les enfants ont été confiés pour être par eux nourris, élevés et entretenus soient intégralement payés et nous admettons avec la jurisprudence actuelle qu'on doit leur

1. RODIÈRE, *De la solidarité et de l'indivisibilité*, nos 178 et 179.

accorder même pendant la durée de la communauté une action contre la femme ; mais si le mari est solvable, la situation n'exige pas que celle-ci soit actionnée pour le tout. Le juge peut facilement opérer le partage entre elle et son mari et fixer la part de chacun dans la dette.

Les textes que nous possédons sur les trois régimes (articles 1448, 1537 et 1575) nous confirment dans cette interprétation. La femme, disent-ils en substance, contribue aux dépenses du ménage et aux frais d'éducation des enfants communs proportionnellement à ses facultés comparées à celles de son mari ou encore dans la mesure que le législateur lui a imposée. Il apparaît clairement que le Code n'entend rendre la femme débitrice que de sa part et portion.

On pourrait objecter toutefois que le mot employé par le Code « contribuer » ne s'applique qu'aux rapports des époux entre eux, qu'il ne règle qu'une question de contribution, et non d'obligation ; que ces articles ne concernent point les rapports des époux avec les tiers. Cela prouverait seulement que nous devrions nous en tenir aux principes généraux et admettre que l'article 203 par l'expression « ensemble » indiquerait des débiteurs conjoints entre qui la dette se diviserait de plein droit.

Nous ne croyons pas qu'on puisse même prétendre que les articles 1448, 1537 et 1575 ne visent que

la contribution dans le sens de ce mot opposé à obligation. On ne saurait prétendre que le deuxième alinéa de cet article 1448 obligerait seulement la femme à payer le tout à son mari insolvable et non aux tiers qui l'actionneraient. Il faut bien admettre qu'il vise aussi bien la contribution que l'obligation. Il en est de même pour les articles 1537 et 1575 rédigés en termes semblables. Le législateur a employé ce mot parce qu'il a statué de *eo quod plerumque fit*, car dans la grande majorité des cas, les dépenses dont s'agit seront avancées par le mari qui réclamera à sa femme la part qu'elle doit définitivement supporter. Nous devons même en conclure qu'alors qu'il ne se trouverait pas en état de payer avec ses biens personnels la dépense relative à l'éducation des enfants communs, le mari comme chef de l'association conjugale pourrait faire au profit des tiers une reconnaissance de dette qui, ainsi que l'a jugé la cour de Nîmes(1), interromprait la prescription à l'égard de la femme.

Nous avons donc admis qu'il s'agissait ici d'obligations conjointes dont étaient tenus les deux époux. Or nous savons que dans ces dernières la division s'opère par part virile et que l'insolvabilité de l'un des débiteurs n'a pas pour conséquence de faire retomber sur les autres le poids de la part non payée.

1. Nîmes, 26 juillet 1853. D. 53. 2. 247.

Ici il ne saurait en être de même. La division ne s'opère pas par part virile mais proportionnellement à la fortune de l'époux comparée à celle de sa conjointe. Cette part est donc extrêmement variable à ce point qu'en cas d'insolvabilité totale de l'un des deux débiteurs l'autre supportera la charge entière, et c'est dans cette dernière situation seulement que l'obligation cessera d'être conjointe. En tous cas le principe général de la division subsiste.

Mais qui doit être actionné ?

D'abord le mari : dans tous les régimes il supporte les frais d'éducation et d'entretien des enfants et il n'a aucun recours contre sa femme quand celle-ci lui a remis ses revenus ou la quotité fixée par la loi ou par le contrat qui fait loi entre les parties. En principe la femme est donc à l'abri des créanciers tant que le mari a des ressources suffisantes pour leur faire face. Mais s'il devient insolvable, les tiers pourront agir contre elle pour le tout.

Tel est l'avis de MM. Laurent et Demolombe (1).

Mais la Jurisprudence va plus loin : elle admet que la femme peut être actionnée même si le mari n'est pas insolvable ou du moins quand son insolvabilité n'est pas établie. Son système auquel s'est rangé M. Hug (2) est le suivant :

1. LAURENT. *Principes de droit civil*, t. III, p. 43.

DEMOLOMBE, *Mariage*, t. II, n° 4.

2. HUG. *Commentaire du Code civil*, t. II, n° 190. —

Si le mari est chargé soit d'effectuer le paiement des frais d'éducation, c'est qu'il a perçu d'une façon quelconque la part contributive de la femme, mais cela ne détruit nullement le principe d'une obligation née pour le tout sur la tête de chacun des époux. Il n'y a ni solidarité ni indivisibilité, soit ; mais il y a, dit M. Huc, obligation *in solidum* analogue à celle contractée par deux individus qui se sont portés séparément caution de la même dette. Chacun des conjoints est donc tenu vis-à-vis des tiers d'une obligation qu'il doit acquitter comme sienne pour le tout.

Un autre système que nous citons seulement pour mémoire, permet au créancier d'actionner la femme pour sa part contributive et le mari pour le tout dans le cas seulement où par conventions matrimoniales le paiement des dépenses du ménage lui incomberait en totalité. C'est la négation formelle des principes généraux de la communauté.

Voici donc la situation du créancier dans le système qui nous paraît préférable : il a devant lui le mari, la communauté, la femme et ses biens propres.

La communauté en effet n'est pas une personne morale : les biens qui la composent ne peuvent répondre d'une dette sans que les deux conjoints ou tout au moins l'un d'eux soit en même temps débi-

V. aussi : Bordeaux, 19 janvier 1888, S. 88.2.132 ; — Cass., 21 mai 1890, D. 90.1.337.

teur personnel. Donc celui qui a le droit de poursuivre son paiement sur les biens communs se trouve par cela même muni d'une action contre le patrimoine propre de celui des époux tenu personnellement de l'obligation. Lors du règlement de la liquidation, il y aura peut-être lieu à récompense, nous le verrons plus loin ; mais le droit du créancier reste le même. Il n'est même pas astreint à actionner d'abord le mari ; il a le libre choix dans l'exercice de son action à la condition qu'il la limite dans la mesure de l'obligation personnelle à son profit. Les deux époux ayant contracté « ensemble » sont personnellement obligés si bien que les clauses du contrat ne sauraient modifier cette obligation à l'égard des tiers : il n'y a pas une obligation principale du chef du mari et subsidiaire du chef de la femme qui ne serait tenue que dans le cas d'insolvabilité du mari car la même cause a fait naître les mêmes effets. Les deux obligations dont sont tenus les deux époux sont simples quant à leur existence : le quantum seul peut être incertain car il dépend des situations pécuniaires respectives.

Le créancier des frais d'éducation et d'instruction des enfants peut donc poursuivre aussi bien la femme que le mari mais seulement dans la limite de leur obligation personnelle respective tant que les deux conjoints sont solvables. Si l'un vient à être ruiné, l'autre est tenu de supporter ces frais pour le tout.

CHAPITRE II

DÉPENSES DU MÉNAGE PROPREMENT DITES

Pour acquérir les choses si diverses nécessaires à la satisfaction des besoins quotidiens de toute la famille, la femme ne traite pas ordinairement en son nom personnel avec les fournisseurs, elle agit en qualité de mandataire de son mari en vertu du mandat tacite de l'article 1420 du Code civil.

Conformément aux principes qui régissent ce contrat, elle oblige le mari (mandant) et la communauté sans s'obliger personnellement. Elle ne concourra donc à ces dépenses que dans la mesure de ce qu'elle apporte à la communauté. Les créanciers ne pourront en conséquence pas la poursuivre sur ses biens personnels par l'action du mandat puisque le mandataire ne s'oblige pas. Leur action directe sera cependant exercée utilement après la dissolution de la communauté si la femme l'a acceptée, car alors elle sera tenue en qualité de femme commune. Si au contraire la femme a renoncé, l'article 1494 la

déclare déchargée de toute contribution aux dettes tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers.

On s'est cependant demandé si cette femme renonçante ne serait pas tenue d'une action *de in rem verso* en raison du profit qu'elle aurait retiré des marchandises ou denrées impayées. Nous ne le pensons pas car les dépenses ainsi faites ont pour cause l'acquiescement d'une dette du mari et de la communauté et que le patrimoine de la femme ne s'en est pas enrichi.

Il peut arriver toutefois que cette action soit recevable, si la femme s'est engagée personnellement et qu'elle ait fait annuler son engagement pour défaut d'autorisation maritale. Dans ce cas les créanciers seront certainement fondés à poursuivre la femme *de in rem verso* dans la limite du profit par elle réalisé. Il en sera de même quand la présomption de mandat tacite sera détruite par les circonstances, par exemple si la femme s'est présentée comme ayant une existence et des ressources indépendantes (1).

Mais ce mandat tacite de l'article 1420 n'est pas illimité; il n'appartient à la femme que dans les limites où la fortune et la condition des époux justifient ces dépenses. Quand celles-ci seront excessives, les juges ne devront pas condamner le mari au paie-

1. Paris, 30 déc. 1896. D. 97. 2.310. V. aussi: GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, n° 873.

ment intégral des fournitures, mais seulement à la somme arbitrée par eux. Il y a là pour eux une appréciation fort délicate dans laquelle ils devront tenir le plus grand compte de la bonne ou mauvaise foi des créanciers. C'est de jurisprudence constante (1).

Mais la question devient beaucoup plus embarrassante quand les dépenses de la femme sont exagérées non pas dans le prix de chaque fourniture, mais, dans la quantité des commandes faites chez des commerçants différents. Dans ce cas la bonne foi des créanciers est facile à établir puisque chacun d'eux n'a pas franchi les limites de la présomption de mandat tandis qu'au contraire la mauvaise foi de la débitrice est manifeste par la fréquence imprudente de ses prodigalités. Il vous semblerait juste de faire, dans ce cas, supporter à la femme sur ses biens personnels le montant de ces dettes excédant les limites du mandat tout au moins en accordant l'action *de in rem verso* aux créanciers.

En effet, pour que la femme soit tenue personnellement, il faudrait qu'il y ait délit, ce qui n'est certainement pas le cas ici, mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a indécatesse grave de sa part, et enrichissement indéniable aux dépens d'autrui. Il n'entre pas dans le cadre de notre étude d'exami-

1. Paris, 5 février 1895 D. 95. 2. 495. Paris, 9 déc. 1895, D. 96. 2. 133.

ner les moyens préventifs dont peut faire usage le mari, tels que les avertissements par lettre ou par la voie de la Presse. Remarquons seulement que chargé, comme chef de la communauté, de pourvoir aux dépenses de la maison, il reste tenu au regard des fournisseurs même prévenus de celles qui étaient indispensables à l'entretien du ménage et ont été profitables à la communauté.

L'absence du mari ne détruit pas la présomption de mandat et s'il arrive qu'il ait négligé de laisser une provision destinée pendant cette absence à l'entretien du ménage, la femme pourra, sans s'obliger elle-même, contracter un emprunt qui en raison des circonstances de fait restera à la charge du mari et de la communauté (1) bien que souscrit au nom seul de cette femme.

Ce mandat d'administrer la communauté en ce qui concerne les dépenses du ménage est, on le voit, très large ; ce soin en droit appartient au mari mais retombe en fait entièrement à la charge de la femme qui juridiquement pourrait, comme tout mandataire, le refuser. Elle se trouve cependant en raison de l'autorité maritale dans l'impossibilité matérielle de le faire. On s'est demandé si, en présence d'une telle situation, on devait, dans les rapports de la femme avec son mari, appliquer la responsabilité du

1. Cass., 17 déc. 1901, D., 03. 1. 153.

mandataire telle qu'elle résulte de l'article 1997 du Code civil ainsi que l'obligation de rendre compte.

Il est certain qu'en fait, le juge doit tenir compte de cette subordination et c'est dans ce sens que les auteurs décident que le mandat de gérer la communauté ne requiert pas l'application de toutes les règles du mandat ordinaire. Mais en droit, aucun texte n'admet cette exception et il n'est pas permis de déroger à la loi sans texte. Les éditeurs de Zachariæ admettent que la femme ne serait tenue que de son dol : c'est là une dérogation formelle à l'article 1992 du Code civil car tout ce que les principes stricts permettent c'est une appréciation très large de la faute en raison de la gratuité du mandat.

La Jurisprudence est beaucoup plus large, elle décide généralement que la femme ne peut pas être contrainte de rendre compte de sa gestion au mari : qu'elle n'est tenue qu'à la restitution des sommes ou valeurs qu'elle a retenues ou dont elle a disposé dans son intérêt personnel, laissant même la preuve de cet abus de mandat ou détournement au mari qui ne pourrait se contenter d'alléguer le défaut de production de pièces justificatives de l'emploi des valeurs touchées par elle. Cette Jurisprudence invoque comme motifs le devoir de l'époux de protéger sa femme contre son inexpérience (1).

1. Bordeaux, 14 juin 1853. D. 54. 2. 39.

Orléans, 20 janvier 1859. S. 52. 2. 273.

En tous cas ce mandat est révocable, eût-il été consenti par contrat de mariage et souvent cette révocation sera la seule ressource du mari.

Hors de ce mandat, la femme qui contracte ne peut le faire valablement que munie de l'autorisation maritale sinon son engagement est annulable. Mais cette autorisation maritale n'a pas besoin d'être expresse et peut parfaitement être donnée tacitement, ce qui résulte d'un concours de circonstances. Dans ce cas, les avances faites dans l'intérêt du ménage, constituent une dette de communauté susceptible d'engager conjointement la femme avec son mari (1). Par suite et nonobstant sa renonciation, la femme pourra être actionnée en paiement de la dette ainsi contractée, mais seulement pour la moitié, en faisant application de l'article 1494 du Code civil. Il n'y aurait pas lieu en l'absence de toute convention à ce sujet de la déclarer solidairement tenue avec son mari, la solidarité ne résultant que de la volonté des parties ou de la loi. La loi du 15 juillet 1907, que nous étudierons plus loin, a autorisé les créanciers

Besançon, 18 novembre 1862. D. 62. 2. 212.

Cass., 25 novembre 1868. D. 69. 1. 148.

Paris, 25 mars 1885. S. 86. 2. 53.

RODIÈRE, et PONT, t. II, n. 791.

LAURENT, t. XXII, n. 102.

GUILLOUARD, t. II, n. 876.

1. Cass., 21 février 1872. D. 73. 1. 63.

fournisseurs à se faire payer sur les gains et produits du travail de la femme, et pour ces dépenses, elle dispense l'épouse d'autorisation maritale. C'est un grand secours apporté aux petits commerçants dont la clientèle est composée en grande partie d'ouvriers. C'est aussi un grand soulagement pour les petits ménages, qui, depuis la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des petits salaires, se voyaient impitoyablement refuser tout crédit.

En tous cas, lorsque les fournisseurs auront quelques doutes sur la solvabilité du mari, ils agiront prudemment avant de fournir à découvert des aliments au ménage d'exiger l'engagement personnel de la femme que la jurisprudence n'hésitera jamais dans ce cas à condamner.

CHAPITRE III

RECOURS DE LA FEMME QUI A PAYÉ PLUS QUE SA PART

Nous venons de voir que les avances faites au ménage dans l'intérêt de l'éducation et de l'entretien des enfants pèse également sur les deux époux et que la femme est envers les tiers débitrice personnelle aussi bien que son mari mais dans une mesure variable suivant ses ressources. Il suit de là que l'un des époux ne peut en droit commun laisser cette obligation exclusivement à la charge de l'autre s'il est en mesure de les supporter personnellement pour sa part. Donc quand la femme ou le mari auront payé plus que leur contribution normale, la question se présente de savoir s'ils pourront recourir l'un contre l'autre pour obtenir remboursement des sommes ainsi versées en trop.

D'abord l'action récursoire qui appartient lorsqu'il a payé la totalité de la dette au codébiteur d'une obligation solidaire et indivisible ne peut appartenir à cet époux puisque nous avons reconnu

que la dette de l'article 203 n'était ni solidaire ni indivisible.

Mais on a cru trouver la solution dans les principes de la gestion d'affaires en disant: l'époux qui a pourvu seul aux frais du ménage, a pour partie et intentionnellement acquitté la dette de l'autre: il a agi utilement dans son intérêt et n'a entendu acquitter que la dette personnelle dont son conjoint était tenu.

En effet pour que le quasi-contrat de gestion d'affaires existe, il faut que le gérant ait agi dans l'intérêt et au profit du tiers. Mais s'il n'a géré que dans son intérêt particulier ou sa propre chose, il n'eût pas admis à invoquer l'action *negotiorum gestorum*. Analysons donc le paiement fait par la femme de la totalité d'une dette rentrant dans la catégorie de celles prévues par l'article 1409-5°.

Il y a certainement une portion de cette obligation dont la femme était tenue personnellement et dont elle ne peut exercer la répétition. C'est sa part contributoire proportionnelle à ses facultés, part qui est essentiellement variable puisqu'elle est corrélative de la fortune du mari. Il y a donc ici avant tout une question de fait et en réalité c'est en fait que doivent se résoudre les questions de ce genre. A la dissolution de la communauté, la femme, si elle accepte, aura une récompense qui la couvrira de ses avances; si elle renonce, elle aura un recours en indemnité

contre le mari ou ses héritiers avec le droit de se prévaloir de la subrogation légale de l'article 1251-3°.

Les époux peuvent du reste dans leur contrat déroger aux principes généraux que nous venons d'exposer au sujet du recours à exercer par l'époux qui a payé en trop. On objecterait vainement que la dette alimentaire est d'ordre public et qu'en conséquence il ne peut y être dérogé par des conventions particulières.

Cela est vrai quand il s'agit de l'existence même de la dette : celui auquel la loi accorde un droit aux aliments ne peut y renoncer. Mais la question est tout autre quand il s'agit de décider non pas si la dette existe, mais à quels recours elle peut donner lieu entre ceux qui en sont tenus et ceux qui l'ont acquittée. A cet égard M. Colmet de Santerre (1) a été peut-être un peu loin en disant : « Quant à la contribution entre époux, il suffit de dire que c'est là une charge de mariage qui dès lors devrait être supportée suivant les conventions matrimoniales. » Sans être aussi hardi, on peut tout au moins admettre que cette contribution peut être réglée par les époux (2).

1. COLMET DE SANTERRE. *Cours analytique du Code civil*, t. I, n° 285 *bis*, p. 443.

2. V. Paris, 26 avril 1892, D., 93.2.175.

CHAPITRE IV

SÉPARATION DE FAIT

Il arrive parfois que deux époux, las de la vie commune et craignant le scandale et les frais d'un procès, se séparent volontairement. Cette situation irrégulière et absolument contraire aux vœux de la loi crée au point de vue juridique certaines difficultés que la jurisprudence a eu maintes fois à résoudre (1). La plus fréquente est la demande par l'un des époux d'une pension alimentaire à l'autre. Sur ce point la jurisprudence est très ferme et déclare cette demande non recevable si l'époux demandeur n'offre pas en même temps de reprendre la vie commune (2). Si par la faute du défendeur la réunion des conjoints ne

1. Grenoble, 11 mars 1851. S. 1851.2.627.

Cass., 21 novembre 1868. D. 69.1.148.

Paris, 22 novembre 1889. D., 91.2.257.

Trib. civil de la Seine, 12 avril 1893. D. 93.2.469.

Riom, 6 août 1895. D. 96.2.65.

Paris, 25 mai 1898. D. 99.2.309.

2. Dijon, 21 janvier 1891. D. 91.2.349. Cet arrêt établit

peut s'opérer, celui-ci est alors condamné, et ce conformément aux principes applicables en matière de pension alimentaire dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit (art. 208 C. civ.). Cette solution se justifie aisément : en effet, la séparation de corps est la seule hypothèse légale où les époux vivent séparés et où par suite le moins fortuné d'entre eux peut demander à l'autre une pension alimentaire. Hors de là, il ne peut y avoir application de l'article 212 du Code civil qu'au profit de celui qui établit sa volonté de reprendre la vie commune.

Examinons maintenant cette situation à l'égard des tiers.

Dans le cas de séparation de corps ou de divorce, ceux-ci sont suffisamment protégés par la publicité exigée par la loi. Mais dans la séparation de fait

une véritable corrélation entre l'obligation de cohabitation et l'obligation alimentaire.

« Attendu, dit-il, que si d'après l'article 214 du Code civil, le mari doit fournir à sa femme tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie selon ses facultés et son état, ce même article impose à la femme l'obligation d'habiter avec son mari.

Attendu que ces deux obligations sont corrélatives ; que par suite la femme ne peut s'affranchir de celle qui lui incombe et demander que son mari exécute la sienne ; — que l'état de fait de séparation des deux époux ne peut être sanctionné.

ils n'ont aucun moyen de se renseigner et leur situation peut devenir fâcheuse.

La femme qui abandonne le domicile conjugal contre le gré de son mari cesse d'être mandataire de celui-ci et ne peut plus l'obliger. Elle ne peut davantage engager la communauté et, qui plus est, ne peut se rendre débitrice elle-même puisqu'elle n'est pas autorisée. Quel sera donc le recours du fournisseur ainsi dupé ? Il n'aura le droit de poursuivre la femme que dans la mesure de son enrichissement par l'action *de in rem verso* si sa débitrice reconnaît l'exactitude des fournitures, ou s'il en est justifié autrement. Naturellement si cette situation avait été créée par le mari avec les apparences de vie commune, celui-ci serait tenu malgré la séparation de fait et la femme qui y aurait prêté son concours se trouverait obligée personnellement avec autorisation tacite. Si au contraire la séparation de fait était notoire et que le mari servît à sa femme une pension alimentaire suffisante pour pourvoir à ses dépenses, les tiers qui auraient été au courant de cette situation seraient mal fondés à réclamer au mari le paiement des engagements de la femme. Mais nous devons ajouter que le mari ne servira cette pension qu'autant qu'il le voudra ; il n'y est même pas tenu alors qu'il se serait engagé contractuellement avec sa femme, — l'obligation ainsi formée serait radicalement nulle comme contenant une con-

dition contraire à l'ordre public et la jurisprudence ne manquerait certainement pas de prononcer cette nullité (1).

Inversement, ce contrat conserverait toute son efficacité si l'époux débiteur refusait à son conjoint l'accès du domicile conjugal. Mais cette validité du contrat ne saurait être étendue au cas où la femme ne veut rentrer au domicile conjugal sous prétexte qu'il n'est pas suffisamment convenable, ainsi que l'a jugé la cour de Bordeaux (2). Même dans ce cas la nullité devrait être prononcée et *a fortiori* devrait-on débouter la femme de toute demande de pension, alimentaire.

En effet, si le mari n'a rien, la femme doit, conformément aux principes généraux, supporter entièrement les charges du ménage. Or la première de ces charges consiste à avoir un domicile, et celui-ci devrait être payé par la femme, le mari reprenant la direction du ménage.

1. Grenoble, 11 mars 1851. S. 1851.2.267.

Nîmes, 9 mai 1860, S. 1860.2.219.

2. Bordeaux, 31 mai 1854. D. 55.2.289.

CHAPITRE V

DISSOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ

Tout le temps que les époux sont soumis au régime de la communauté, ils ne sont ni créanciers, ni débiteurs l'un de l'autre : il n'existe entre eux qu'un compte qui se poursuit chaque jour, qui ne prend fin et qui ne peut être apuré qu'à la dissolution de la communauté (1).

Cette dissolution peut se produire de trois façons : par la mort de l'un des époux, par le divorce ou par la séparation des biens. A ce moment un état liquidatif sera dressé par un notaire commis à cet effet par le tribunal, établissant la part de chaque conjoint et c'est alors que les tribunaux seront saisis des difficultés qui pourraient se présenter et que nous nous proposons d'étudier ici.

Nous savons que la femme jouit du privilège de pouvoir renoncer purement et simplement à la com-

1. Ussel, 4 juin 1898. D. 00.2. 305.

munauté et qu'un délai de trois mois et quarante jours lui est accordé pour délibérer et prendre parti.

En cas d'acceptation, elle exercera ses droits de reprise, mais supportera les charges qui lui incombent jusqu'à concurrence de son émolument, tandis qu'en cas de renonciation l'article 1494 la décharge de toute contribution aux dettes, tant à l'égard du mari l'égard qu'à des créanciers. Cette solution se justifie d'elle-même, car perdant tout droit sur l'actif et devenue étrangère à la communauté, elle ne peut être tenue d'en supporter le passif. Toutefois l'article 1494 ajoute que la femme reste tenue du paiement des dettes pour lesquelles elle est personnellement obligée, soit parce qu'elles sont entrées de son chef dans la communauté soit parce qu'elle s'est obligée solidairement ou conjointement avec son mari (1). Par contre elle aura dans ce cas recours contre le mari ou ses héritiers dont elle aura payé la dette.

Ainsi la femme renonçante ne peut être tenue de payer les fournitures d'aliments faites au ménage durant la communauté si, en ce qui concerne ces fournitures, elle n'a pris aucun engagement personnel et c'est en vain qu'on objecterait qu'elle a parti-

1. Cass., 21 février 1872, D. 73.1.63. Il s'agissait de dettes contractées par la femme pour subvenir aux besoins urgents et journaliers de la famille. Il est à remarquer que la cour se base sur ce fait que la femme s'était engagée conjointement avec son mari.

cipé à la consommation des marchandises dont le prix est réclamé : le législateur n'autorise aucune exception fondée sur l'objet de la dette (1).

Si, au contraire, la femme accepte la communauté les dépenses rentrant dans les termes de l'article 1409, 5°, et mises par lui à la charge du fonds commun, qui auront été payées par la femme sur ses biens propres, feront l'objet d'une récompense au profit de celle-ci contre la communauté. C'est au tribunal qu'il appartiendra, en cas de contestation sur la nature de la dette que la femme entend faire supporter à la communauté, de décider si ces dettes ont bien été contractées par elle pour les besoins du ménage, de même qu'en cas de renonciation, il a pouvoir souverain de décider si la nature et le chiffre de ces dettes sont en rapport avec la condition sociale des époux (2).

Jusqu'au jour de la dissolution du mariage effectuée, c'est-à-dire jusqu'au moment où la décision judiciaire prononçant le divorce est devenue définitive par sa transcription sur les registres de l'état-

1. Cass., 22 nov. 1893, D., 94.1.286.

TROPLONG. *Contrat de mariage*, t. III, n. 1813.

RODIÈRE et PONT. *Traité du contrat de mariage*, n. 1192. Il en serait toutefois autrement si la dette avait pour cause l'éducation des enfants pour laquelle la jurisprudence a établi un véritable régime de faveur. V. *supra*.

2. Paris, 9 déc. 1895, D., 96.2.134. Paris, 25 mai 1898, D., 99.2.309.

civil l'obligation d'assistance et de secours réciproques édictée par l'article 212 subsiste. De même, en cas de séparation de corps l'époux qui l'a obtenue doit fournir des aliments à son conjoint qui se trouve dans le besoin (1).

Mais s'il est incontestable que cette obligation de secours et assistance subsiste jusqu'à la dissolution effective du mariage, nous devons nous demander à quel moment prend fin le mandat tacite dont profite la femme et quand elle cessera d'obliger la communauté et le mari pour les dépenses ayant le caractère domestique.

En matière de séparation de corps et de divorce il est logique de dire que le mandat tacite prend fin du jour où la vie commune cesse légalement. Or elle cesse du jour de l'ordonnance de non-conciliation rendue par le président du tribunal saisi de la demande. En effet, cette ordonnance autorise les époux à vivre séparés et même à s'opposer par tous

1, Cass., 8 juillet 1858, S. 51.1.61.

Poitiers, 23 décembre 1889, D. 90.2.359. « La femme, dit cet arrêt, est tenue de subvenir à partir de la demande en séparation de corps aux charges du mariage et surtout de son entretien personnel et à celui des enfants laissés à sa garde, lorsqu'il ne reste aucun bien au mari. En conséquence elle s'oblige personnellement pour ces causes envers les fournisseurs dans des limites modérées et légitimes, soit en vertu de l'autorisation tacite de son mari, soit dans la mesure du profit qu'elle a retiré des fournitures, en vertu de l'action *de in rem verso*.

moyens, même par la force armée à toute tentative de réunion de la part de l'autre conjoint. Mais comme il faut réserver l'application de l'article 242, cette ordonnance fixe aussi provisoirement la somme qui devra être allouée mensuellement à la femme pour subvenir à ses besoins. Dès lors les dépenses faites par elle pour sa nourriture et son entretien ne sauraient retomber sur le mari ou sur la communauté si toutefois le divorce ou la séparation de corps sont prononcés ultérieurement.

C'est ce qui résulte de l'article 252 du Code civil (loi du 18 avril 1886) *in fine* qui fait remonter le jugement dûment transcrit quant à ses effets entre époux au jour de la demande. Cet article placé sous la rubrique du « divorce » s'applique aussi bien à la séparation de corps. Une jurisprudence constante fait en effet rétroagir au jour de la demande une séparation de biens, conséquence de la séparation de corps. Du reste, les règles du divorce sont applicables à la séparation de corps et spécialement en matière de rétroactivité. La situation et le but sont les mêmes : empêcher les époux de modifier pendant l'instance le patrimoine commun. Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute (Émile Labiche, rapporteur, séance du Sénat du 24 décembre 1885. *Journal officiel* du 25 décembre).

Donc entre époux les rapports sont suspendus du jour de l'ordonnance du président. Par suite, le

mandat tacite qui a sa cause dans la cohabitation, n'a plus de fondement et tombe avec elle : « *Cessante causa, cessat effectus* ». Du reste, puisque la loi ordonne au président de statuer sur la demande d'aliments, c'est qu'elle reconnaît la fin de ce mandat, car s'il subsistait, si la femme pouvait encore engager la communauté et son mari, l'allocation d'une provision alimentaire serait superflue et même n'aurait pas sa raison d'être.

Les créanciers fournisseurs verront donc leur action recevable contre la femme dans la mesure de la provision alimentaire qu'elle recevra de son mari.

Mais que décidera le tribunal si cette provision n'existe pas ou si les dépenses de la femme l'ont dépassée? Cette femme pourra-t-elle être poursuivie et jusqu'à quelle somme? Nous serions tentés d'admettre qu'elle soit tenue pour le tout, car en lui fixant une résidence distincte, le président l'autorise implicitement à faire toutes les dépenses nécessaires à son ménage et à son entretien personnel. Il faudrait toutefois que ces dépenses ne soient pas disproportionnées avec la fortune et la situation de la femme car le tribunal pourrait réduire la condamnation et les créanciers ne pourraient agir pour le surplus que de *in rem verso* (1).

Dans le cas où la bonne foi du fournisseur aurait

1. Paris, 22 novembre 1889. D., 91. 2. 257.

été surprise et s'il ignorait la demande en divorce ou séparation de corps de la femme, il conserverait le droit d'agir contre le mari et la communauté (Application de l'art. 2005, C. civ.)

Du jour de la demande en divorce ou en séparation de corps, il n'y a donc plus lieu pour la femme de contribuer aux dépenses du ménage. En conséquence le mari cesse dès ce jour de jouir des revenus de sa femme. Il doit donc la restitution des fruits. On appliquera les principes généraux : sous le régime de la communauté, les fruits s'acquièrent, en effet, selon le droit commun : les fruits civils jour par jour, les fruits naturels par la perception ; ainsi les intérêts d'une créance, les arrérages d'une rente, les loyers d'une maison se divisent en autant de parties qu'il y a de jours dans l'année et chaque jour le mari usufruitier acquiert $\frac{1}{365}$ des intérêts, arrérages, loyers et fermages. Le calcul de restitutions de fruits sera donc facile.

Dans le cas de dissolution de la communauté par séparation de biens la situation se trouve plus compliquée. La vie commune n'est pas dissoute le régime seul des biens de la femme se trouve modifié ainsi que sa contribution aux charges du ménage. Nous nous réservons d'étudier avec le régime de séparation de biens les questions que fait naître la rétroactivité du jugement au jour de la demande.

Lorsque la communauté est dissoute par la mort

du mari, l'application des principes conduirait à faire cesser dès le jour de la mort le régime de vie qu'avaient adopté les époux. Par suite la femme se verrait obligée de subvenir à son entretien, la fortune du mari ne contribuant plus aux dépenses. Par un motif d'humanité, la loi permet à la veuve de prendre aux frais de la communauté, c'est-à-dire sans aucune contribution de sa part si elle renonce et en en supportant seulement la moitié si elle accepte, son logement et sa nourriture pendant les trois mois et quarante jours qu'on lui laisse pour délibérer. Ces aliments accordés à la veuve et à ses domestiques par l'article 1465 du Code civil sont dus jusqu'à la fin des délais mêmes si la femme a pris part auparavant. On permet aussi pour les mêmes raisons d'humanité et de convenance à la veuve de jouir pendant les mêmes délais de la maison commune. « Elle ne doit
« aucun loyer à raison de l'habitation qu'elle a pu
« faire pendant ces délais dans une maison dépen-
« dante de la communauté ou appartenant aux héri-
« tiers du mari ; et si la maison qu'habitaient les
« époux à l'époque de la dissolution de la commu-
« nauté était tenue par eux à titre de loyer, la femme
« ne contribuera point pendant les mêmes délais au
« paiement dudit loyer, lequel sera pris sur la masse. » Dans ce dernier cas si le bail venait à prendre fin avant l'expiration du délai, la femme aurait droit à une indemnité pour son logement pendant ce qui resterait à courir de ces délais.

CHAPITRE VI

LA CONTRIBUTION DE LA FEMME SOUS LES CLAUSES MODIFIANT ET EXCLUANT LA COMMUNAUTÉ LÉGALE

§ 1. — Régime sans communauté

Ce régime, également dénommé régime de non-communauté ou régime d'exclusion de communauté, est assez rarement adopté. Il laisse propres à chaque époux tous ses biens présents et futurs, et aussi ses dettes.

Mais le mari est administrateur et usufruitier des biens de sa femme. L'article 1530 du Code civil nous dit même que « les fruits sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du ménage » et l'article 1531 ajoute : « Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme et, par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en dot ou qui leur échoit pendant le mariage. »

Voilà la contribution de la femme aux dépenses du ménage parfaitement et légalement établie sous ce

régime : tous les fruits, de quelque nature qu'ils soient, s'ils sont produits par les biens de la femme, fruits civils ou fruits naturels avec, pour leur acquisition, application des règles ordinaires de l'usufruit : tout le mobilier, à charge pourtant de le restituer à la dissolution de la vie en commun. Tout récemment encore on y devait comprendre les produits du travail et de l'industrie de la femme qui, étant un fruit civil, était acquis en toute propriété au jour le jour par le mari. On serait tenté, en raison de l'analogie réelle de ce régime avec le régime dotal, d'appliquer à l'acquisition des fruits les règles propres de ce dernier régime dans lequel tous les fruits indistinctement sont acquis jour par jour (art. 1571), ce serait bon sens et équité. Mais ce texte étant exceptionnel ne peut recevoir d'extension et on doit s'en tenir aux principes généraux des articles 585 et 586.

Le mari acquiert si bien la pleine prospérité des fruits que ce qu'il économise après avoir satisfait aux différentes charges du ménage lui appartient en propre. La femme ne partage pas les économies que, pourtant sa bonne administration a contribué à constituer pour une grande part.

C'est un résultat fâcheux que la bonne union des époux évitera. Du reste la loi offre à la femme un palliatif qui dans une certaine mesure lui permettra de faire des économies qui échapperont à la disposition du mari même au cas où elles auraient été lais-

sées entre ses mains (1). La femme pourra se réserver de toucher annuellement sur ses seules quittances certaines portions de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels. Mais même dans ce cas elle n'acquiert pas le droit d'administration de la portion de ses biens produisant ses revenus. Il faudrait pour cela une stipulation formelle.

Il est cependant une catégorie de revenus que le mari n'acquiert pas en propriété mais sur lesquels il n'a que l'usufruit, ce sont les bénéfices que la femme retire des capitaux placés dans le commerce. Il y a là non plus un produit quotidien, un fruit, mais bien l'équivalent du danger de perdre les capitaux engagés et le mari n'aura droit qu'aux revenus de ces revenus.

La clause portant que tout le mobilier présent et futur des époux ou de l'un d'eux seulement sera exclu de la communauté semblerait *a priori* décharger celui au profit de qui cette clause est établie de toute contribution dans l'entretien du ménage. Il n'en est rien car que contiendrait alors l'actif commun ? Le mot « futur » est trop général et doit s'entendre seulement des biens acquis par succession, donation ou legs. Tous les autres revenus tombent en communauté et serviront à payer les dépenses du ménage.

Le droit de poursuite des créanciers fournisseurs du ménage s'exerce sous ce régime dans les mêmes conditions que sous la communauté pure et simple.

1. Cass., 18 mai 1897, D. 97. 1. 407 ; S. 1901. 1. 491.

§ 2. — Régime de la Communauté
réduite aux acquêts

Ce régime est adopté si souvent en France qu'il est la forme habituelle de la communauté conventionnelle(1). Cette fréquence se justifie par la protection qu'il donne à la femme sans se servir de la séparation de biens dont le nom éveille toujours une idée de suspicion.

L'actif de la communauté s'alimente seulement des revenus des époux parmi lesquels il faut distinguer ceux provenant des propres et ceux produits par le travail.

Les premiers suivent les mêmes règles que sous la communauté légale sauf une légère différence au point de vue des récoltes sur pied au moment du mariage dont la communauté doit récompenses à l'époux.

Les produits du travail du mari entrent aussi en communauté et ceux du travail de la femme quoique soumis au même régime que sous la séparation de biens, subissent une affectation spéciale tant vis-

1. M. PLANIOL donne la proportion suivante : En 1898, sur 68.412 contrats ayant adopté le régime de la communauté 6.288 portaient la clause de réduction aux acquêts, 886 seulement avaient adopté le régime légal (Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, 2^e édition tome III, p. 313, n^o 992).

à-vis du mari que des tiers aux dépenses du ménage. (Loi du 15 juillet 1907.) Les revenus de ses propres formeront la plus grosse part de cette contribution. L'article 1498 se sert du mot industrie qui a pris de nos jours un sens plus étroit qu'à l'époque de la rédaction du Code civil. Il ne faut pas hésiter à donner à ce mot l'acception la plus large. On y comprendra l'industrie proprement dite, le commerce, les bénéfices de tout travail manuel ou libéral, œuvres littéraires ou artistiques, inventions faites pendant le mariage sans faire aucune distinction quant à la dénomination apportée à ces bénéfices : salaire, traitement ou rémunération. Il ne faut tenir aucun compte de l'adjectif « commune » ajouté par l'article 1498 ; que les époux travaillent ensemble ou séparément, la règle est la même.

Quelques exceptions cependant peuvent être citées malgré la généralité de la règle.

Sans nous attarder à la plus-value d'un office ministériel qui ne peut s'appliquer à la femme, non encore autorisée à en être titulaire, nous trouvons les gains fortuits qui restant propres ne contribuent pas à l'entretien du ménage ; on y comprendra les trésors, les gains dans les jeux de hasard, et les lots acquis soit dans une loterie, soit dans un tirage d'obligations, financières à la condition cependant que le billet ou l'obligation ait été acquis de deniers propres.

Les indemnités d'assurances si fréquentes depuis

la loi du 9 avril 1898 font l'objet d'une controverse. Certains auteurs les font tomber en communauté parce qu'elles représentent la diminution du travail de l'époux causée par l'accident. Il est juste, disent-ils, que la communauté soit rémunérée de ce qu'elle a perdu. Mais les bénéfices seuls de l'activité de l'époux entraient en communauté. Cette activité lui est propre et l'indemnité en remplacement reste propre à l'époux, sauf à en servir les intérêts à la communauté.

La loi du 15 juillet 1907 que nous étudierons ci-après recevra une large application sous ce régime qui est surtout une association de travail formée précisément pour la mise en commun de tous les efforts.

CHAPITRE VII

LOI DU 15 JUILLET 1907

Dans un grand nombre de ménages pauvres, le salaire de la femme constitue la principale ressource, modeste le plus souvent, mais suffisante sinon pour faire vivre la famille, du moins pour économiser petit à petit la somme nécessaire au paiement du loyer. Le mari, surtout s'il est ouvrier, subit un entraînement auquel il n'a souvent pas le courage de résister et qui le conduit à dépenser au cabaret la majeure partie de son salaire. La femme subvient donc seule aux dépenses domestiques, heureuse si, non content de dépenser son gain, le mari ne la contraint pas par des mauvais traitements à lui remettre le plus clair de son gain ; fort de son droit incontestable le mari exigeait la remise entre ses mains de ces maigres ressources et les utilisait pour son plaisir, réduisant ainsi femme et enfants à la plus extrême misère.

Cette situation intolérable devenant de plus en

plus fréquente engagea tous les pays de l'Europe à modifier sur ce point leur législation.

L'Angleterre s'est placée à la tête du mouvement : en 1870, elle garantissait à la femme mariée la libre administration et l'entière disposition des gains de son travail et en 1882 elle établissait entre les époux la séparation de biens.

L'exemple fut suivi par la Suède et la Norvège, et par le canton de Genève en 1894.

En 1900 le nouveau Code allemand consacra, en réservant à la femme tout ce qu'elle gagne, les pouvoirs domestiques qu'elle avait depuis longtemps et la fonction qui lui revient de pourvoir aux dépenses courantes, fonction qui était désignée par le terme *Schlessül Gewalt*, pouvoir des clefs.

En France plusieurs propositions étaient faites depuis longtemps. Nous citerons : la proposition Jalabert et Glasson et la proposition Jourdan qui ne conférait à l'épouse que la ressource d'obtenir de la justice le droit de disposer de ses gains lorsque les circonstances rendaient cette mesure indispensable, conservant ainsi la situation établie par le Code quand le mari remplissait ses devoirs envers la famille, la procédure de la demande de la femme était simplifiée. Il était, il est vrai, à redouter qu'un tel procès compromît à jamais la paix du ménage.

Le projet Goirand était voté depuis longtemps par la Chambre. Il accordait à la femme la libre disposi-

tion de ses salaires, mais il laissait tomber sous le pouvoir du mari les biens acquis par la femme à l'aide de ses gains et autorisait les saisies par les créanciers du mari.

Voyons maintenant ce qu'a fait la loi du 15 juillet 1907. Applicable à tous les régimes et à toutes leurs modifications, cette loi est impérative et rend nulle toute clause contraire portée au contrat de mariage des époux. Il en serait du reste de même de tout contrat passé postérieurement au mariage entre les époux. La loi manquerait son but s'il en était autrement car dans un moment de bonne entente et de cordialité la femme serait victime des manœuvres intéressées de son mari. Elle accorde à la femme les mêmes droits d'administration que sous la séparation de biens mais va plus loin encore ; sous ce régime la femme ne peut sans l'autorisation spéciale de son mari aliéner ses immeubles : quant à ses meubles leur vente n'en est valable qu'autant qu'elle est nécessitée par les besoins de l'administration. La loi nouvelle a rejeté tous ces tempéraments en autorisant a femme à aliéner sans autorisation, mais à titre onéreux seulement les biens acquis avec les deniers provenant de ses gains personnels. Une seule condition est mise à la validité de ces actes, acquisition et aliénation, c'est la spécification dans le contrat de la justification apportée par la femme qu'elle exerce une profession distincte de son mari. En effet les bé-

néfices provenant du travail commun des deux époux ne font pas l'objet de la présente loi et restent soumis aux dispositions législatives ordinaires. Le tiers avec qui la femme traitera n'est pas contraint de vérifier la preuve apportée par la femme, sa responsabilité n'est pas engagée tant qu'il aura fait dans l'acte la mention de cette preuve.

Cette loi faite uniquement dans l'intérêt du ménage n'a accordé une liberté aussi grande à la femme qu'en supposant qu'elle sera plus susceptible que le mari d'apporter le bien-être au foyer domestique. Si cet espoir était déçu, le mari jouit d'une procédure rapide pour y porter remède. « Il peut, dit l'article 2, faire prononcer le retrait des pouvoirs de la femme soit en tout ou en partie par le tribunal civil des époux statuant en chambre du conseil, en présence de la femme ou elle dûment appelée, le ministère public entendu. » Le même article cite le cas de dissipation, mauvaise gestion ou imprudence; cette énumération très large n'est nullement limitative et l'appréciation des faits incombe au tribunal. Il en est de même de la gravité de la mesure à prendre, elle sera proportionnée au gain de la femme, aux besoins de la famille et à la situation du mari. Ces appréciations étant questions de fait échapperont par cela même au contrôle de la Cour de cassation. En cas d'urgence le mari peut obtenir une ordonnance de référé l'autorisant à s'opposer à un acte que la femme

se propose de passer avec un tiers (art. 2, *in fine*). Une autre ressource est encore accordée au mari (et à la femme dans l'hypothèse inverse) par les articles 7 et suivants. Appelé par une lettre recommandée émanant du greffier de Paix, l'époux qui n'a pas contribué suivant ses facultés aux charges du ménage voit délivrer à son conjoint une ordonnance l'autorisant à saisir-arrêter et à toucher de ses salaires ou du produit de son travail une part proportionnelle à sa contribution normale. La procédure de la saisie-arrêt est réduite dans ce cas à la simple signification du jugement faite à la requête de l'époux qui l'a obtenu, à son conjoint et au tiers débiteur. Cette simple signification lui vaut attribution des sommes pour lesquelles la saisie-arrêt a été autorisée.

Les jugements ainsi rendus sont exécutoires par provision nonobstant opposition ou appel et sans caution.

Comme tous jugements concernant la contribution aux dépenses du ménage, ils peuvent être modifiés quand la situation respective des époux a été elle-même modifiée.

Nous verrons que sous la séparation de biens le mari conservant la qualité de chef de ménage peut exiger de la femme la remise entre ses mains des sommes constituant la part contributoire de celle-ci. La nouvelle loi n'ayant pas statué sur ce point n'a apporté aucune modification à ce sujet. Nous devons

donc en conclure que le mari aura toujours le droit d'exiger cette remise de sommes tant que sa conduite ne laisse place à aucun reproche; mais que sur la demande de la femme, le tribunal devra lui accorder avec la plus grande facilité le droit de verser elle-même entre les mains des fournisseurs le prix des dépenses domestiques; quitte, si cette ressource est insuffisante, à demander l'application de l'article 7 de la présente loi.

Quoique ayant traité sans autorisation, la femme est responsable vis-à-vis des tiers et ceux-ci pourront saisir les biens soumis à son administration par la loi dont nous nous occupons. Mais ces biens n'échappent aux créanciers du mari que si la cause de leur créance ne concerne pas le ménage. S'ils sont fournisseurs d'aliments, ils pourront les saisir alors que, dit l'article 3, d'après le régime adopté ils auraient dû, antérieurement à la présente loi se trouver entre les mains du mari. Sous la communauté ils seront toujours saisissables quelles que soient les modifications apportées au régime car les produits du travail des époux entrent en communauté et sont toujours soumis à l'administration du mari. Sous le régime de séparation de biens, rien n'est changé au droit commun puisque le mari n'administre pas les biens de sa femme, et cette solution est applicable au cas où la femme aurait chargé son mari de cette administration. En effet il ne tient dans ce cas ses pouvoirs

que du mandat à lui donné et non du régime. Le régime dotal ne subit aucune modification du chef de la nouvelle loi au point de vue de la saisissabilité des salaires. En effet les salaires de la femme ne sont dotaux que dans l'hypothèse où cette dernière se serait constitué en dot tous ses biens à venir et encore la jurisprudence restreint-elle le plus possible l'effet de cette clause. Ils sont paraphernaux sous le régime normal et nous savons que cette catégorie de biens est soumise aux règles de la séparation de biens. Mais si une clause de société d'acquêt est jointe au régime dotal, les salaires tombent sous l'article 3 de la nouvelle loi car ils font partie de l'actif de la société dont l'administration appartient au mari.

En tous cas le créancier devra faire la preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage. Preuve facile dans la plupart des cas, car elle résulte de la nature des marchandises fournies. Toutefois si la quantité ou la qualité ne répondait pas à la situation des époux, le tribunal pourrait, croyons-nous, limiter la saisissabilité.

Les actes faits par la femme en vertu de la loi nouvelle ne peuvent aucunement préjudicier au mari, il n'en est responsable que dans le cas où les dettes et obligations auraient été contractées dans l'intérêt du ménage. Mais quand il s'agit de l'entretien de la famille, l'article 3 *in fine* semble consacrer la solution

que nous avons adoptée: le créancier peut en cas d'insolvabilité de la femme se payer sur la communauté et sur les biens dumari, même dans le cas où la nouvelle loi dispensait la femme d'autorisation.

L'article 4 consacre les droits de la femme sur les biens acquis des produits de son travail par une facilité de preuve exceptionnelle. Supposons qu'un créancier du mari saisisse ces biens, elle pourra établir par toute preuve de droit, même par témoins, la consistance et la provenance des biens réservés. La même facilité de preuve serait admise contre le mari. Toutefois la loi a reculé devant l'emploi de la commune renommée, moyen dangereux et que le Code n'a admis que très rarement en cas de faute lourde.

A la dissolution du mariage les biens réservés par la présente loi à l'administration de la femme suivent diverses règles suivant le régime des époux.

S'il y avait communauté ou société d'acquêts, ils subiront le sort du fonds commun dont ils font partie. Si la femme renonce, elle les reprend francs et quittes de toutes dettes autres que celles contractées dans l'intérêt du ménage. Cette faculté de reprise ne peut cependant être exercée que par la femme ou ses héritiers en ligne directe.

Sous la séparation de bien et sous le régime dotal ils restent propres à la femme (art. 5).

Dispensant la femme d'autorisation maritale pour les actes concernant les produits de son travail, il

était juste de lui permettre d'ester en justice librement dans les contestations relatives aux droits que lui conférait l'article 1^{er}. C'est ce qu'a fait l'article 6 en la dispensant d'autorisation maritale.

Cette loi est applicable à la demande des femmes mariées même avant sa promulgation, mais non pas aux salaires et produits du travail acquis antérieurement à sa date.

SECTION II

RÉGIME DE LA SÉPARATION DE BIENS

Exclusion complète de toute communauté, séparation absolue des capitaux et des revenus de chaque époux, absence de dot administration et jouissance de la femme sur ses biens, tels sont les caractères qui distinguent ce régime et qui, si on les appliquait exclusivement, laisseraient les deux époux vivre chacun de leur côté sans que le ménage existât.

Mais si le changement de régime est ainsi radical sur les biens, aucune atteinte n'a été portée aux principes de l'association conjugale.

En effet, malgré l'isolement des fortunes, malgré la dualité d'administration, le ménage des époux est unique, il a des besoins, il impose des devoirs communs si bien que pour tout ce qui concerne la vie commune et le foyer, les fortunes se rejoignent. Les époux comme sous tout autre régime contractent des liens éternels. Comme sous la communauté ils devront marcher côte à côte et tendre au but unique de tout mariage, l'établissement des enfants communs. De

cette identité de but et d'ambitions doit nécessairement résulter une répercussion sur les biens, il y aura des dépenses auxquelles chaque époux devra contribuer et du moins en ce qui touche le ménage les charges incomberont aux deux conjoints, cependant que dans leur vie extérieure, ils seront protégés l'un contre l'autre.

Accordant à la femme la libre disposition de ses revenus d'une façon si large qu'elle peut même dissiper ou donner les économies qu'elle fait, le Code civil a, en même temps et à cause de cette liberté vraiment considérable, réglé d'une façon énergique la contribution de la femme aux dépenses du ménage. L'article 1448 lui impose de contribuer, lorsqu'elle aura obtenu judiciairement la séparation de biens, proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux des enfants communs. Il lui impose même de supporter entièrement ces frais s'il ne reste rien au mari. C'est l'application normale des articles 203 et 212, car il est fort probable que, alors que la femme forme sa demande en séparation, les affaires et la fortune du mari sont dans une situation sinon désespérée, du moins fort difficile et que sa ruine est prochaine. Or ces articles 203 et 212 mettent la charge des dépenses domestiques également sur les deux époux et comme la séparation de biens a restitué à la femme la jouissance de ses revenus, c'est à elle

de subvenir à tous les besoins vis-à-vis des tiers et de son mari. Les tribunaux qui seront chargés de prononcer la condamnation de la femme envers les fournisseurs apprécieront donc ses facultés comparées à celles de son mari.

Lorsque les époux ont adopté au moment de leur contrat le régime de la séparation de biens, ils fixent par une clause précise la part de revenus que la femme devra distraire pour le paiement de sa contribution. S'ils ne l'ont point fait, l'article 1537 fixe cette contribution au tiers des revenus de la femme. Mais ce chiffre n'a rien d'impératif, l'arbitraire (1) de sa fixation est manifeste, car elle peut aboutir soit à mettre toute la dépense à la charge de la femme, si ses revenus sont considérables, soit à l'inverse, mettre à la charge du mari la plus grande partie de la dépense.

Le seul motif que l'on peut trouver pour justifier cette décision est d'ordre purement moral :

Au cas de séparation contractuelle, la séparation datant de l'époque même du mariage, la loi ne suppose pas le mari sans ressources. Elle a donc pu avec justice fixer d'avance la contribution respective des époux aux deux tiers pour le mari en raison de la force et de l'autorité de son sexe et au tiers seulement pour la femme, tandis qu'au cas de séparation judiciaire le mari est obéré et la part contributive

1. V. LAURENT, t. 23, n. 450.

de chacun des époux doit nécessairement varier suivant leurs ressources particulières. Il eût été plus équitable de maintenir d'une façon générale la règle de l'article 1448.

Quoi qu'il en soit, les tribunaux ont toujours en faisant application des articles 203 et 212 condamné l'épouse à une contribution plus large dans le cas de ruine du mari. Même si cette ruine est totale, la femme devra comme sous la séparation judiciaire supporter la totalité des charges domestiques.

Malgré l'attribution à la femme de la jouissance et de l'administration de son patrimoine le mari conserve la qualité de chef du ménage. Il garde la direction des affaires domestiques en sorte que la femme ne peut pas disposer elle-même du montant de sa contribution.

Tels sont esquissés à gros traits les caractères du régime de la séparation des biens en ce qui concerne la contribution de la femme aux dépenses du ménage. Examinons maintenant quel profit la pratique en a tiré.

CHAPITRE PREMIER

CLAUSES RELATIVES A LA CONTRIBUTION DE LA FEMME

Séparée de biens par contrat, la femme contribue aux dépenses du ménage jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus (art. 1538).

Séparée à la suite d'une sentence judiciaire elle y contribue proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari. Telle est la loi.

Il était inévitable que les époux cherchassent par les moyens les plus divers à se soustraire à une obligation aussi précise. C'est ce que nous montrent les décisions fréquentes intervenues à ce sujet.

Un arrêt rendu par la Cour de Metz le 17 août 1858 (1) a déclaré non contraire aux bonnes mœurs et par conséquent valable la clause que la femme ne contribuerait pas aux charges du ménage. Il est vrai que la Cour s'empresse d'ajouter qu'en cas de dénue-ment du mari, la femme devra, malgré cette clause,

1: D. 59. 2. 130. S. 59. 2. 47.

lui venir en aide même jusqu'à concurrence de tous ses revenus.

L'arrêt invoque à l'appui de sa décision l'argument moral que sous le régime dont nous nous occupons, la femme n'est appelée à retirer aucun avantage de la prospérité du mari, qu'il est donc équitable que par la clause ci-dessus elle puisse capitaliser ses revenus et tirer ainsi compensation du dommage que lui cause sa position de femme mariée pour, en cas de mort du mari, ne pas tomber dans la misère.

Mais il semble impossible d'écarter par une considération morale, juste en principe, il est vrai, le principe général et impératif contenu dans les articles 203 et 212 dont les obligations naissant du mariage ne peuvent être anéanties par des conventions particulières. Tout le temps que les revenus du mari resteront suffisants pour permettre l'exécution de ces conventions, la clause dont il s'agit ne verra aucun obstacle à son exécution ; mais du jour où la gêne de l'époux aura sa répercussion sur le ménage, cette clause deviendra illicite et devra être considérée comme non avenue. Il faudra donc exprimer ou tout au moins sous-entendre cette réserve de la solvabilité du mari.

Il serait du reste tout aussi immoral de laisser vivre le mari et les enfants dans la misère à côté de l'opulence ou tout au moins de l'aisance de la femme

que de voir cette dernière ne retirer aucun profit de la prospérité des affaires du mari.

Nous devons donc admettre avec la plupart des auteurs (1) que tout le temps que la fortune du mari suffit à supporter seule la charge totale des dépenses domestiques, la clause en exonérant la femme recevra son effet, du moins au point de vue pécunier, car la femme y contribuera toujours par les soins qu'elle donne au ménage et l'ordre et l'économie qu'elle y fait régner. Mais dès que les revenus du mari deviennent trop faibles, les tribunaux devront fixer *ex æquo et bono* la part pour laquelle la femme devra contribuer aux dépenses dont s'agit et au besoin la condamner pour le tout au cas de ruine totale du mari.

On ne pourrait pas déguiser cette clause de non-contribution de la femme en stipulant pour celle-ci l'entière administration de tous ses biens et la jouissance libre de ses revenus, car le résultat serait identique à la clause que nous venons d'étudier et les tribunaux n'en tiendraient aucun compte (2).

Un autre argument permettrait en outre d'annuler de pareilles clauses. En effet, en présence des obligations édictées par les articles 203 et 212, les stipulations

1. GUILLOUARD, III, 1680.

AUBRY et RAU, t. V, p. 520, § 532.

LAURENT, t. 23, 449.

2. Trib. civil, Seine, 2 juin 1895.

que la femme ne contribuera pas prennent singulièrement la physionomie des donations déguisées faites à son profit qui, si elles sont licites entre toutes personnes, sont formellement interdites aux époux par l'article 1099 du Code civil.

N'aurait pas un meilleur sort la clause qui fixerait à une somme invariable la contribution de la femme. En vain prétendrait-elle qu'ayant versé cette somme, elle s'est acquittée de sa charge et a pleinement satisfait à son obligation, le tribunal la condamnerait au paiement de la part du mari si ce dernier était dans la misère (1), de même qu'il condamnerait la femme séparée de biens qui se prévaudrait de l'article 1537 pour ne pas payer au delà du tiers de ses revenus(2).

Une autre clause, qui se rencontre assez fréquemment, dit que les époux contribuent aux charges du ménage par portions égales. Faisant application à cette clause des règles ci-dessus, nous devons en reconnaître la validité mais sous réserves que le mari pourra y faire face. Il a été jugé (3) qu'en cas de stipulation dans le contrat de mariage que les deux époux contribueraient aux charges pour la totalité de leurs revenus, la femme ne pourrait être contrainte à remettre au mari que la portion de ces revenus néces-

1. Paris, 20 mars 1850, S. 1850.2. 387.

2. Paris, 3 juin 1842, D. 42. 2. 217.

3. Bruxelles, 14 juillet 1859. *Pasicr. Belge*, 1862.2.210.

saire à la vie commune (1). Cette solution nous paraît excessive et contraire au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales (art. 1395). Les tribunaux ne peuvent rompre les conventions des particuliers qui font loi entre les parties et auxquelles ils doivent au contraire donner la sanction de l'autorité publique qu'ils détiennent et ce particulièrement dans le cas où un texte précis consacre cette immutabilité. Qu'une dérogation ait lieu à ce principe en cas de nécessité absolue et quand les conventions sont contraires à l'ordre public, cela se conçoit et reçoit une application parfaitement juste au cas de clause de non contributions ou de contribution insuffisante. Mais la clause qui nous occupe est au contraire parfaitement licite et même morale et nous ne voyons pas de quel droit en l'absence de texte les tribunaux peuvent diminuer l'obligation alimentaire dont une femme s'est reconnue débitrice de son plein gré (2).

Mais quelle fortune devra-t-on considérer dans le cas où une contestation se produirait et si les époux n'ont pas déterminé la quotité de la contribution. Il sera logique alors de considérer la fortune de l'époux le moins riche car il n'est pas présumable que ce dernier ait entendu consommer plus que ses revenus.

1. *Pandectes Fr. Rép. v^o Mariage. Sép. de biens*, 1500.

2. En ce sens : LAURENT, t. 23, 451.

CHAPITRE II

LE MARI PEUT-IL EXIGER LE VERSEMENT ENTRE SES MAINS DE LA PART CONTRIBUTOIRE DE LA FEMME ?

La séparation de biens prononcée n'ôte point au mari sa qualité de chef de ménage : il garde entre ses mains la direction des affaires domestiques et c'est toujours à lui de donner des ordres. C'est une loi d'ordre public édictée par les articles 213 et 1388 du Code civil contre laquelle toute convention serait non avenue.

Ce sera donc le mari qui règlera seul l'emploi des sommes consacrés à l'entretien commun et en disposera par ses propres mains et sa seule autorité. La femme obligée de contribuer versera entre les mains de son mari la somme qu'elle aura prélevée sur ses revenus pour cette destination et si elle ne le fait pas, le mari sera en droit d'exiger ce versement, ce qui lui évitera la situation dépendante et inférieure incompatible avec le rôle prépondérant qu'il tient de la loi.

C'est toujours ainsi qu'a été comprise la situation

respective du mari et de la femme séparés de biens, et cette doctrine était professée par les anciens jurisconsultes. « Le juge, disait Pothier, doit régler la pension que cette femme doit payer à son mari avec qui elle demeure (1). » Et il ajoute : « Si la femme qui en conséquence d'une séparation de biens jouit séparément de ses biens, refusait de contribuer aux charges du mariage, le mari pourrait la faire condamner à y contribuer : le juge doit en ce cas régler les portions que cette femme doit à son mari avec qui elle demeure à une somme eu égard à ses facultés et à sa qualité ; pareillement pour l'éducation des enfants. » Bourjon (2) est aussi affirmatif : « La séparation contractuelle habilite la femme à toute autre administration : mais la femme est tenue de fournir à son mari sur ses revenus une pension convenable. »

En effet, reconnaître ce droit au mari n'est pas lui rendre, ainsi qu'on l'a prétendu, une partie de l'administration des revenus de sa femme. Il ne faut pas confondre l'administration des biens avec le règlement des dépenses du ménage. Ces biens lui viennent avec une affectation spéciale qui ne peut être comparée avec la liberté d'emploi que donne l'administration.

1. POTHIER. *Traité de la communauté*, n° 464.

2. BOURJON. Ed. 1770, t. I, p. 511. Voyez aussi MERLIN, v° *Séparation de biens*, sect. 2, § 5, n. 8.

Fût-elle dans la nécessité de subvenir seule aux dépenses du ménage, elle ne pourrait pas disposer par ses propres mains et de sa seule autorité des ressources consacrées à l'alimentation commune.

La question qui nous occupe est très générale, car reconnaître à la femme ce droit de pourvoir elle-même aux besoins communs serait en même temps admettre qu'en fournissant à son mari le logement, les vêtements et la nourriture quotidienne, la femme se serait acquittée de l'obligation que la loi lui impose.

Mais le mari privé de l'administration de la fortune de sa femme conserve sur la personne de celle-ci, sur les enfants la direction intérieure des affaires domestiques, la qualité de chef de ménage, de maître de l'habitation conjugale (art. 214); qualités qui seraient bien compromises si la femme s'attribuait le pouvoir exclusif de tenir la bourse réduite au strict nécessaire; il est vrai qu'il n'y a plus de biens communs : mais il reste toujours des dépenses communes qui sont celles faites dans l'intérêt du ménage et pour la subsistance du mari et des enfants.

Pour que le mari puisse supporter ces dépenses, la femme sous les autres régimes apporte une dot ; ici sa dot c'est sa contribution, elle doit donc être remise au mari.

On pourrait objecter que la séparation des biens qui attribue à la femme l'administration de son avoir, le droit de toucher directement les revenus et même

de disposer de ses capitaux et de son mobilier a pour but de la soustraire à la misère, conséquence fatale de l'administration d'un mari dissipateur qui détournerait au profit de ses plaisirs personnels les sommes destinées à l'alimentation commune et versées par la femme : qu'ainsi ce serait détruire le bénéfice du jugement et méconnaître le but de la loi.

Mais il ne faut pas se méprendre sur la portée et l'étendue de la séparation de biens et croire que c'est un remède préventif et efficace à tous les maux dans les unions mal assorties. Il est certain que la femme victime de cette infraction aux devoirs les plus sacrés serait fondée à demander le divorce ou la séparation de corps par application de l'article 231 du Code civil (injure grave). Ce serait sauvegarder la dignité du mari et « éviter le spectacle d'une telle dégradation », suivant la forte expression de M. Dutruc qui préfère voir le mari « abandonné par sa femme plutôt qu'avili auprès d'elle ».

Pour remédier à cette triste situation de la femme unie à un mari dissipateur bien des moyens heureusement moins héroïques que le précédent ont été proposés :

Sous les autres régimes, lorsque le mari n'emploie pas la dot à sa destination légale, la femme peut demander la séparation de biens. Or en supposant qu'elle soit déjà séparée contractuellement, pourrait-elle demander la séparation judiciaire ? A quoi bon

puisque dans le premier cas elle conserve l'administration et la jouissance de ses biens ? Ce sera pour atteindre le but que nous cherchons : n'être plus contrainte à verser entre les mains de son mari les fonds qu'elle doit pour sa contribution aux charges du ménage, car l'autorisation d'employer elle-même cet argent lui est souvent donnée à la suite de séparation judiciaire lorsque la conduite du mari donne à craindre qu'il n'emploie les ressources de sa femme à ses besoins personnels (1). Il n'y a du reste aucun empêchement juridique à ce que la séparation judiciaire soit accordée à la femme séparée contractuellement. Mais ne serait-il pas plus simple pour une femme séparée de l'une ou l'autre façon de solliciter par voie de demande principale l'autorisation de payer elle-même ces dépenses ?

La question a été très controversée en doctrine et en jurisprudence.

Certains auteurs et non des moindres (2) dénieient ce droit à la femme quelque équitable qu'il paraisse, il impliquerait en effet une dérogation aux règles de la puissance maritale qui donnent au mari le titre de chef du ménage. « Ce serait bouleverser les principes,

1. Cass., 6 mai 1835, S. 35. 1. 415.

Caen, 8 avril 1851, D., 52. 1. 127.

2. LAURENT, I, 23, n. 451.

BAUDRY-LACANTINERIE, t. III, n. 187 et 338. V. aussi DUTRUÇ, *Sép. de biens*.

dit M. Dutruc », et la femme ne pourrait même pas échapper à la nécessité de remettre sa part au mari en se chargeant de pourvoir seule aux besoins du ménage car elle acquerrait ainsi une direction qui ne doit pas lui appartenir (1). Les tribunaux n'auraient pas le droit de rompre la convention expresse ou tacite en vertu de laquelle la femme doit remettre à son mari une certaine portion de ses revenus car ils porteraient ainsi atteinte aux principes de l'irrévocabilité des conventions matrimoniales, principe qui s'impose à eux comme aux parties. C'est là, ajoute M. Laurent, une solution qui peut être regrettable mais elle résulte d'une lacune dans la loi et il n'appartient qu'au législateur et non à l'interprète de la combler.

L'opinion contraire à laquelle nous nous rallions est soutenue par MM. Guillouard, Troplong, Aubry et Rau, etc... (2). Il ne serait pas prudent de laisser aux mains du mari une gestion dont il abuse et c'est même dans son intérêt, dit M. Troplong, que les tribunaux doivent se prêter à ce tempérament qui sauvegarde les intérêts de la femme sans préjudice pour le mari ; le caractère de méfiance que présen-

1. Voyez en ce sens MERLIN, *v^o Séparation de biens*, section II, § 5, n. 8.

2. GUILLOUARD, t. III, n. 1682, t. III, 1223.

TROPLONG, t. II, n. 1437, 1435 et 1436.

AUBRY ET RAU. *Cours de droit civil français*, 4^e édition, t. V, § 515.

tera cette mesure sera la conséquence du désordre de ses affaires et dont il ne pourra se faire grief qu'à lui-même ; ce mince inconvénient ne saurait compenser l'immense avantage qu'il y a à sauver la femme et les enfants de la gêne et de la misère. On peut du reste, en ce sens, invoquer un argument tiré du texte même de l'article 1537. Cet article dispose que la femme doit contribuer aux charges du ménage ; or, elle y contribue en payant les fournisseurs ou les frais d'éducation ; c'est là sans doute un mode insolite de subvenir aux charges du ménage ; mais, comme le dit Guillouard, (*loc. cit.*), « il n'est pas prohibé par le texte de 1537 et il se recommande par un caractère d'humanité tel que les tribunaux doivent le sanctionner ».

La jurisprudence est maintenant fixée et tout en reconnaissant que le mari reste chef du ménage malgré la séparation de biens prononcée contre lui, elle autorise la femme à payer elle-même les dépenses du ménage dans le cas où la conduite du mari fait craindre qu'il n'emploie à ses dépenses propres les ressources composant la part contributoire de l'épouse (1). A lui de se défendre et justifier.

C'est donc aux tribunaux que la femme devra s'adresser. Un jugement est suffisant mais nécessaire.

1. Caen, 8 avril 1851. D. 53. 2. 127 ; S. 51. 2. 720.

Douai, 19 janv. 1897. D. 97. 2. 191.

Il ne suffirait pas que la femme eût depuis fort longtemps l'habitude de faire seule les dépenses ménagères sans aucune réclamation et même à la grande satisfaction du mari : le droit qu'a ce dernier d'exiger le versement entre ses mains est imprescriptible et ne peut lui être ôté — temporairement — que par une décision judiciaire qu'il pourra faire rapporter en prouvant la disparition des causes qui l'avaient fait prononcer.

Une exception qui n'est qu'apparente est le cas où un jugement aurait attribué à l'enfant né du mariage une pension alimentaire. Pendant la minorité de cet enfant, la femme devra, conformément à la solution que nous venons d'adopter, verser entre les mains du mari sa part contributive dans cette pension. Mais aussitôt sa majorité atteinte, l'enfant est affranchi de la puissance paternelle et capable de recevoir lui-même ses revenus. L'intermédiaire du père est donc devenu parfaitement inutile et la femme pourra dès ce moment s'acquitter directement envers son enfant de sa part contributive à la pension alimentaire. (Rouen, 8 juin 1824. D. 25. 2. 68.)

CHAPITRE III

LE MARI NE PEUT EXIGER AUCUNE GARANTIE DE LA FEMME

Nous venons de voir que le mari était en droit de faire verser à la femme entre ses mains la part contributive de celle-ci. Peut-il aussi pour garantir les versements exiger des sûretés anticipées, caution ou hypothèque, dans le cas où il aurait de justes craintes sur l'accomplissement de l'obligation imposée à la femme ?

La négative n'est pas douteuse tant qu'il n'y a pas de la part de l'épouse de manœuvres tendant à échapper au paiement de sa part contributive.

En effet l'article 1448 établit bien l'obligation de la femme, mais il ne dit pas qu'elle devra d'autre garantie que son obligation personnelle, sa bonne foi et ses biens mêmes dont la loi lui laisse la libre disposition : on ne peut donc en l'absence d'un texte qui l'y oblige, lui imposer une semblable mesure injurieuse et arbitraire (1). La mauvaise foi ne se

1. En ce sens : ODIER, I, 400.

TROPLONG, II, 1438.

RODIER et PONT, III, 2186.

présume pas ; on ne doit donc pas présumer que la femme manquera à ses obligations. En effet, le débiteur d'aliments n'est pas tenu de fournir de sûretés spéciales ; il doit ces aliments dans la proportion de sa fortune, mais il reste maître d'administrer celle-ci à sa guise. Nous pouvons même pousser ce raisonnement plus loin et dire qu'une garantie spéciale n'aurait pas sa raison d'être puisqu'elle n'aurait d'utilité que dans le cas où la femme cesserait d'être solvable ce qui ferait disparaître son obligation de contribuer.

Toutefois il ne faudrait pas autoriser les abus, il se pourrait que la femme administrât fort mal, dissipât ses revenus et se mit par ses prodigalités et ses dépenses exagérées dans l'impossibilité de faire face à son obligation.

Il se pourrait aussi qu'elle cherchât à se soustraire au paiement de sa part contributive par des tentatives ou des manœuvres plus ou moins frauduleuses. Dans tous ces cas le mari demandera protection à la justice et les tribunaux pourront à titre exceptionnel, il est vrai, imposer à la femme des garanties dont le mari trouvera la source juridique dans sa qualité de créancier éventuel et dans les principes qui permettent à tout créancier à terme ou conditionnel de

DUTRUC, *Sép. biens*, n° 305.

AUBRY et RAU, V, § 516, texte et note 65, p. 405.

BENOIT, n° 324.

prendre les mesures conservatoires de ses droits. Contre le débiteur convaincu ou suspect de vouloir dissimuler sa fortune pour échapper à son obligation, la justice peut prendre des précautions.

Les garanties accordées par les décisions sont de plusieurs sortes ; elles consistent en une caution, en une hypothèque, en un versement à une tierce personne, à la Caisse des dépôts et consignations, etc. (1). Et si la femme parvenait encore à rendre ces mesures illusoires, il ne resterait plus au mari que la ressource de la séparation de corps ou du divorce.

Nous devons appliquer les principes ci-dessus au cas où le mari émettrait la prétention de conserver comme garantie de la contribution de la femme de retenir l'administration d'une partie des biens de celle-ci. Cela constituerait un véritable abus de jouissance. La nécessité d'une autorisation judiciaire est inéluctable. Même volontairement, la femme ne saurait abandonner à son mari, à titre de contribution l'administration et la jouissance de ses propres pendant la durée du mariage. Cela constituerait une modification du régime, ou une vente illicite entre

1. Riom, 5 février 1821, S., cn. VI, 2. 360.

Bordeaux, 27 avril 1831, S., 31, II, 208.

Poitiers, 17 février 1842, S., 42. 2. 472. D., 13, n. 1955.

Agen, 7 mars 1870, S., 70. 2. 233.

époux ou encore une donation non revêtue de la forme légale.

On s'est demandé si dans le cas de mauvaise administration de la femme sur ses biens, le mari pourrait demander rétractation du jugement prononçant la séparation afin de reprendre l'administration des biens de la femme. Ce serait une chose souhaitable car le but est d'assurer par tous moyens légaux l'existence des époux et des enfants. Mais nous ne croyons pas que cela soit possible. En effet l'article 1451 du Code civil autorise le rétablissement du régime de la communauté du consentement des deux époux. Or ce texte est exceptionnel et par conséquent repousse toute extension. La ressource restera toujours au mari de provoquer la nomination d'un conseil judiciaire à sa femme pour cause de prodigalité conformément aux articles 490 et 513 du Code civil. Les juges seront du reste d'autant plus enclins à admettre ce moyen que l'incurie de la femme compromettra plus d'existences. Pourvue de ce conseil elle ne pourra plus dissiper ses capitaux mobiliers.

En ce qui concerne les produits du travail de la femme, la loi du 15 juillet 1907 a établi un moyen très efficace et rapide de ramener à leur véritable destination ces revenus qui doivent plus que tous autres être réservés au ménage : elle permet au mari, munie d'une simple ordonnance du juge de paix de

saisir-arrêter ces salaires ou produits du travail et de les toucher pour les employer aux charges du ménage.

CHAPITRE IV

SÉPARATION DE BIENS DEMANDÉE POUR DÉTOURNEMENT PAR LE MARI DES REVENUS DESTINÉS AUX CHARGES DU MÉNAGE

Nous avons vu que sous le régime de la communauté la contribution de la femme aux dépenses du ménage se fait par les revenus de ses propres qui entrent dans la bourse commune avec cette destination précise, car même quand les époux se marient sans contrat, un accord tacite intervient portant que la femme met ces revenus en commun pour supporter sa part des charges du mariage. Il en est de même sous le régime dotal où les revenus de la dot doivent recevoir le même emploi.

Si donc le mari emploie les revenus de la dot à un autre usage que les besoins de la famille il viole ses engagements et manque à la loi du contrat, mettant ainsi la femme en droit d'en demander la dissolution en faisant prononcer judiciairement la séparation de biens. C'est une mesure de garantie accordée à la femme qui en constituant son mari seigneur et

maître de ses biens sous la communauté et de ses revenus sous le régime dotal s'est dépouillée imprudemment du bien-être sur lequel elle pouvait compter. Il ne serait pas juste de la forcer à continuer une société illégale, léonine même, où le mari ayant une autorité illimitée ne consentirait pas à la faire vivre selon son rang. C'est du reste dans le seul but d'être utile au ménage que la loi a accordé au mari des pouvoirs aussi étendus. Il était logique de craindre les abus et de donner à la femme un moyen de les empêcher. La jurisprudence nombreuse sur ce point indique combien le mal est fréquent et le remède nécessaire.

Quand le mal est actuel et que le mari est arrivé par sa mauvaise administration ou son incurie à détruire la fortune commune, la séparation de biens sera obtenue aisément. La Cour de cassation a maintes fois décidé que quand le mari débauché et dissipateur compromet l'intérêt du ménage au point que la subsistance de la femme et celle des enfants n'est plus assurée, il y a lieu de prononcer la séparation de biens et de rendre à la femme l'administration de ses biens avec le droit d'en percevoir les revenus, les événements ayant prouvé qu'elle est plus apte que le mari à les ménager et à les employer au profit commun. Jurisprudence et doctrine sont constantes et unanimes (art. 1443 C. civ.).

Mais la question devient plus ardue quand tout en

mettant à l'abri le capital de la dot le mari engage ou dissipe les revenus au fur et à mesure qu'ils viennent à échéance. La difficulté vient de l'interprétation de l'article 1443 du Code civil. Cet article nous dit que « la séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice par la femme dont la dot est mise en péril et lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient point suffisants pour remplir les droits et les reprises de la femme. »

La dot n'est pas en péril et les droits de la femme sont sauvegardés puisque le capital est respecté par le mari ; il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 1443. Tel est l'argument des adversaires de la séparation de biens.

Mais la dot ne se compose pas uniquement du capital ; elle renferme aussi les revenus de ce capital (1) et dont la destination est de subvenir aux charges du mariage et aux besoins de la femme et des enfants. Nous sommes donc bien dans les termes de l'article 1443 et la femme est recevable à user de cet article pour obtenir les ressources nécessaires à elle et à ses enfants (2).

1. Ce sont même ces revenus qui constituent toute la dot quand sous le régime de la communauté la femme n'a que des propres.

2. Pau, 9 décembre 1820, S. en. VI, 2. 333.

Cass., 2 février 1842, S. 42. 1. 370.

Cette mesure pour être efficace ne doit pas être prise trop tard, aussi la jurisprudence accorde la séparation de biens dès le moment où il est évident que la famille souffre du mauvais emploi des revenus et alors que l'hypothèque légale de la femme la garantit encore de tout risque quant au capital. Elle l'accorde même quand le désordre des affaires du mari n'a encore occasionné aucune gêne, mais qu'il donne lieu de craindre que ce mari n'emploie les revenus de la dot à l'acquittement de ses dettes personnelles (1).

Il est inutile d'ajouter que dans ce cas il faut un concours particulier de circonstances. La mauvaise conduite du mari n'est même pas une condition *sine qua non* de recevabilité de la demande. Provenant d'incurie, ou même de causes honorables, telles que acquisition d'immeubles ou constitution de dot aux enfants communs, la situation de gêne du ménage existe et les tribunaux n'examinent que cette question de fait qui échappe au contrôle de la Cour de cassation : la dot est-elle en péril et ses revenus

Riom, 29 août 1848, S. 49. 2. 526.

Montpellier, 20 janvier 1852, S. 52. 2. 358.

Grenoble, 16 mars 1855, S. 55. 2. 588.

Orléans, 20 janvier 1887, D. 90. 2. 38.

Toulouse, 10 mars 1884, S. 84. 2. 184.

Dijon, 24 juillet 1895, D. 96. 2. 359.

Cass., 17 mars 1847, S. 47. 1. 421.

1. Cass., 17 mars 1847, S. 47.1.421.

reçoivent-ils effectivement l'emploi pour lequel elle est constituée.

La même mesure serait applicable à un mari qui n'administrerait pas et laisserait les biens de la femme improductifs. Un arrêt a aussi prononcé la séparation de biens dans un cas où le désordre des affaires de la communauté ne pouvait être attribué à la faute du mari mais avait pour cause les dépenses exagérées de la femme que le mari par suite de sa faiblesse n'avait pu empêcher.

Mais si l'insuffisance des biens du mari pour répondre de la dot ou pour subvenir avec les revenus aux charges du ménage existait déjà lors du mariage et que depuis aucunes poursuites n'aient été dirigées contre l'époux auquel on ne peut reprocher ni désordre, ni dissipation, la demande en séparation de la femme sera mal fondée et irrecevable. En effet, l'article 1443 préserve la femme du désordre des affaires de son mari mais ne la protège pas contre la pauvreté de ce dernier résultant de ce qu'il n'avait que peu ou pas de biens au moment du mariage. La séparation de biens ne sera prononcée que si le mari est dissipateur ou inhabile à administrer.

Avant la loi du 15 juillet 1907 la femme pouvait également obtenir la séparation de biens lorsqu'elle n'avait rien apporté en mariage mais qu'elle possédait un talent ou une industrie qui aurait pu la faire vivre si le mari n'avait pas dissipé les produits de

son travail au fur et à mesure qu'elle les gagnait. « Une femme qui n'a apporté aucune dot, disait Pothier, peut avoir un talent qui lui en tienne lieu comme si elle est habile couturière, excellente brodeuse... Si cette femme a un mari dissipateur, tous les gains qu'elle fait de son talent, entrant dans la communauté, ne servent qu'à fournir aux débauches du mari ou sont la proie de ses créanciers ; la femme a donc intérêt d'obtenir la séparation de biens, pour se conserver à l'avenir les gains qu'elle peut faire de son talent » (1). Aujourd'hui, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, la femme a, sous n'importe quel régime, les mêmes droits d'administration qu'une femme séparée de biens. L'intérêt à demander cette séparation n'existe donc plus et ce sera au contraire le mari qui aura besoin d'être protégé dans le cas d'imprudence, de mauvaise gestion ou d'abus de pouvoir de la femme. L'article 2 de cette loi lui donne le droit, mais dans l'intérêt du ménage seulement, de faire prononcer par le tribunal le retrait total ou partiel des pouvoirs de la femme. Nous avons dit dans l'intérêt du ménage seulement, en effet ce sera au mari de prouver que la gêne actuelle provient d'un emploi des gains de la femme non conforme à leur destination, l'entretien de la vie commune.

1. Paris, 2 juillet 1878. S. 1878.2.199.

CHAPITRE V

CONTRIBUTION DE LA FEMME PENDANT L'INSTANCE EN SÉPARATION DE BIENS

L'article 1445 du Code civil alinéa 2 porte que le jugement qui prononce la séparation de biens remonte quant à ses effets au jour de la demande. A partir du jour de l'assignation la part contributoire de la femme subit donc une modification importante : Elle se composait avant cette demande de tous les revenus de la dot : dorénavant elle ne sera plus que de la part fixée par la loi soit proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari. La femme a donc droit à la restitution des fruits de ses propres, comme aussi des intérêts de la dot mobilière dont elle s'est réservé la reprise en argent sous déduction toutefois de sa part contributoire, l'administration restant toujours au mari.

Avant d'examiner en détail cette proposition nous

devons nous demander si la séparation de biens consécutive à une séparation de corps recevra application des mêmes règles, c'est-à-dire si le jugement qui prononce cette séparation de corps ne rétroagissant pas en la personne des époux, aura au contraire effet rétroactif quant à leurs biens. La difficulté existait sous l'empire du Code civil, car le jugement constitutif et non déclaratif de droits nouveaux ne rétroagissant pas, la demande en séparation de corps n'était soumise à aucune publicité, on ne pouvait admettre aucune rétroaction vis-à-vis des tiers.

La loi du 18 avril 1886 qui a remplacé l'ancien article 252 tranche la question en déclarant que le jugement (de divorce) remonte quant à ses effets entre époux au jour de la demande. Or la séparation de corps emprunte au divorce toutes les règles qui ne sont pas incompatibles avec le maintien du lieu conjugal et c'est notre cas. Du reste les explications données lors de la confection de la loi rendent certaine son application à la séparation de corps. L'étude que nous allons faire s'appliquera donc aussi bien à une séparation de biens, conséquence d'une séparation de corps qu'à la séparation judiciaire.

Nous avons dit que les intérêts de la dot et des reprises de la femme couraient du jour de la demande en séparation : il convient toutefois de ne pas énoncer cette doctrine en termes trop absolus et d'exiger au moins que la femme justifie avoir depuis cette épo-

que pourvu à sa nourriture et à son entretien (1). Il y a là occasion d'appliquer les principes généraux qui régissent les fruits ; la femme en est propriétaire et peut en exiger la restitution car le mari les a perçus sans droit. Les saisies de ces fruits ou revenus pratiquées par les créanciers du mari depuis l'introduction de la demande tombent par l'effet du jugement de séparation. On comprendra dans ces fruits, les intérêts des créances restées propres à la femme, les intérêts des récompenses du chef des propres. Ces intérêts pour produire eux-mêmes intérêt sont soumis à la règle générale qui consiste à faire une sommation au mari ou à introduire une demande en justice. Et ces intérêts capitalisés constituent une créance distincte de la dot et ne seront pas garantis par l'hypothèque légale de la femme. Mais par contre le mari aura en fait payé les dépenses domestiques pendant l'instance en séparation : il sera de ce chef créancier de la femme des sommes qu'il aura ainsi payées sous déduction de sa propre part contributoire.

Nous sommes donc en présence de deux personnes créancières et débitrices l'une de l'autre : la compensation pourra-t-elle s'opérer et le mari pourra-t-il déduire des intérêts et des fruits qu'il doit restituer à la femme la part contributoire de celle-ci !

L'incertitude a longtemps régné dans la doctrine

1. Bordeaux, 10 août 1849. D. 52. 2. 10.

Dalloz, *Jur. Gén.*, V° *Contrat de mariage*, n. 1917 sq.

et la jurisprudence (1). Pothier (2) ne trancha pas la question laissant suivant les circonstances les juges libres d'opérer ou non cette compensation. Les auteurs sont d'accord et du reste il n'y a pas de difficultés, quand la part de la femme a été déterminée, les deux dettes sont liquides et exigibles, la compensation s'opère de plein droit. Mais quand cette part n'a pas été réglée, doit-on attribuer au mari la totalité des fruits perçus pendant l'instance ? La division est alors complète parmi la doctrine avec toutefois majorité pour la négative. Les arguments invoqués

1. TROPLONG. *Contrat de mariage*, n. 1437.

GUILLOUARD, III. 1164-1228.

TOULLIER, VII, p. 101, n. 105.

LAURENT, t. XXII, 342.

RODIÈRE et PONT, III, 2172.

AUBRY et RAU, t. V, § 516, n. 46, p. 401 ; Riom, 12 février 1815, S., 45. 2.580 ; Bordeaux, 1^{er} février 1845, D., 45. 4, 469 ; Rouen, 15 avril 1869, S., 70. 2. 149 ; Toulouse 30 décembre 1891, D., 92.2. 95.

2. POTHIER, *Traité de la communauté*, n° 521, disait : « Je
« pense que cela doit être laissé à l'arbitrage du juge qui
« compensera les intérêts de la dot depuis la demande jus-
« qu'à la sentence avec les aliments fournis à la femme pen-
« dant ledit temps et la part dont elle a dû contribuer aux
« charges du mariage lorsqu'il trouvera qu'il n'y a pas grande
« différence et surtout lorsque l'instance n'a pas duré long-
« temps, mais lorsque par la chicane du mari l'instance aura
« duré longtemps et que la dot étant considérable les intérêts
« excèdent de beaucoup lesdites choses, le juge les adjugera
« du jour de la demande sous lesdites déductions. »

dans ce parti sont les suivants : Cette compensation ne repose ni sur les principes du droit, ni même sur l'équité. En effet : en droit, la restitution est due du jour de la demande en séparation et la loi n'autorise qu'une déduction proportionnelle à la part contributive de la femme ; en fait, du moment qu'il est tenu compte au mari de cette part que fixera le tribunal, il n'y a aucune raison de lui faire un don en lui attribuant au delà de ce qu'il a dépensé et ce au préjudice de la femme. La rétroactivité du jugement consiste précisément à mettre les époux dans la situation où ils seraient si réellement leur régime antérieur avait été dissous au jour de la demande en séparation : il serait donc tout à fait contraire à la loi d'attribuer au mari les intérêts de la dot en totalité sous prétexte qu'il a dû supporter les charges du ménage pendant l'instance. Du reste les deux dettes ne sont pas liquides et on sait que la compensation ne peut s'opérer qu'entre deux dettes liquides. Mais, dira-t-on, le chiffre de la dette de la femme peut facilement et sans retard être déterminé par le tribunal. La base en est établie par la loi : il ne s'agit plus que de vérifier le chiffre des fortunes.

Du reste, dit M. Dutruc (1), la compensation est ici commandée par la situation respective des parties : si le mari était obligé de payer intégralement les in-

1. DUTRUC. *Séparation de Biens*, p. 233.

térêts de la dot, la femme serait tenue de les lui restituer jusqu'à concurrence de sa part contributive. En admettant que le tribunal n'ait pas les éléments pour fixer le chiffre de la contribution, le notaire commis pour faire la liquidation se chargera de cette comptabilité que le tribunal homologuera par la suite. C'est cette solution très juridique et en même temps très équitable qui prévaut aujourd'hui, sans la réserve que fait M. Dutruc (1) pour le cas où cette détermination de la part contributive n'aurait pu se faire qu'après de longues opérations où le partage a traîné en longueur. Si au contraire l'espace de temps écoulé entre la demande et le jugement de séparation avait été trop court pour fixer cette part, ainsi qu'il arrive dans les instances où le défendeur fait défaut et que la fortune de la femme ne soit pas considérable, il n'y aurait pas lieu de faire le calcul pour le temps de l'instance, et la question de compensation ne se poserait pas. De même si, après avoir intenté la demande en séparation de biens, la femme la suspendait un certain temps et sans nécessité, par exemple à la suite d'une transaction intervenue entre elle et son mari, les juges devraient limiter à la date de la reprise d'instance la restitution des intérêts de la dot : en effet l'article 1445 ne doit recevoir application que dans le cas d'une demande sérieuse (2).

1. DUTRUC, *loc. cit.*

2. Cass., 4 février 1846, S. 46.1.553.

La restitution des fruits aura lieu suivant les règles exposées plus haut. Le mari n'en est que comptable dès le jour de la demande : si donc il les a aliénés en tout ou partie sans le concours de sa femme, il en devra restituer le montant calculé suivant le plus haut prix auquel ils ont pu monter d'après les mercuriales depuis la demande. Si les fruits sont périssables, il n'évitera la responsabilité qui lui incomberait en cas de perte qu'en les faisant vendre avec permission de justice, la femme étant présente ou dûment appelée.

On devra de même faire application de l'article 1571 du Code civil en ce qui concerne le partage des fruits de la dernière année, proportionnellement au temps qu'a duré le mariage pendant cette année. Cette disposition édictée pour la dissolution du mariage est applicable par analogie à la séparation de biens car sa disposition favorable et fondée sur l'équité n'est contraire à aucun texte.

CHAPITRE VI

CORRÉLATION ENTRE L'OBLIGATION DE LA FEMME ET LA SITUATION PÉCUNIAIRE DU MARI

Nous avons vu que séparée de biens contractuellement la femme contribuait à concurrence du tiers de ses revenus si le contrat de mariage ne portait aucune convention contraire. Nous avons vu aussi que l'article 1437 qui établit le chiffre de cette contribution est inapplicable à la femme séparée judiciairement pour laquelle le Code civil n'a proposé aucun forfait, mais a laissé aux tribunaux le soin de fixer sa contribution en comparant ses ressources à celles du mari. Cette fixation au tiers des revenus absolument arbitraire n'est jamais définitive et subit les modifications correspondantes aux diminutions de fortune des époux. Sans doute, le mari étant aisé, la femme se tiendra inexpugnable dans les limites fixées par la loi ou par le contrat. Mais survienne la

ruine du mari, pourra-t-elle continuer à prétendre qu'elle ne doit que cette quotité ?

La doctrine et la jurisprudence ont toujours été unanimes à déclarer que cette proportion n'est pas invariable, mais peut être augmentée ou diminuée suivant les événements qui apporteront à la fortune du mari ou de la femme des modifications plus ou moins graves. Si le mari est indigent la femme supportera seule les dépenses. Si les ressources du mari ne suffisent plus à entretenir complètement le ménage la femme devra fournir le complément même au delà du tiers de ses revenus. Les tribunaux seront chargés en cas de contestation d'arbitrer *ex æquo et bono*, comme ils le font en matière de pension alimentaire, la part pour laquelle la femme devra contribuer.

En effet il est naturel que chacun des époux contribue dans la proportion de ses ressources aux charges du ménage. Cette obligation imposée par l'article 203 du Code civil est de droit naturel antérieure et supérieure à toutes les législations. Elle embrasse non seulement les besoins physiques et matériels, de la nourriture et de l'entretien, mais aussi l'éducation physique et morale des enfants. Elle affecte tous les biens des époux, revenus et capitaux et ce n'est pas parce que le mari n'aurait pas rempli son devoir en gérant mal les intérêts et revenus de sa femme que celle-ci ressaisie de ses droits par la séparation de

biens serait autorisée à le laisser dans le dénuement lui et ses enfants (1).

Mais est-elle tenue aussi vis-à-vis des tiers, du marchand qui a fourni les aliments ou du maître de pension par exemple ? et ces créanciers ont-ils action contre elle ? La question a été fort discutée, mais aujourd'hui une jurisprudence constante considère la femme comme personnellement tenue envers les tiers de sa part contributoire. Elle la déclare contrainte d'indemniser ces créanciers des avances qu'ils ont faites pour le ménage et la femme ne saurait échapper à leur poursuite en justifiant qu'elle a déjà versé sa part entre les mains de son mari.

Les décisions s'occupent peu que la dette ait été contractée par le mari ou par la femme. Si c'est le mari lui-même qui a traité, elles le considèrent comme mandataire de la femme et condamnent cette dernière en qualité de mandante. Elles la contraignent à payer intégralement les frais d'éducation des enfants et les dettes du ménage quand il ne reste plus aucune ressource au mari. Ces décisions sont rendues

1. LAURENT, t. XXIII, 450.

ODIER, III, n° 1465.

TROPLONG, IV, n° 3699.

AUBRY et RAU, t. V, § 532, texte et n. 5.

GUILLOUARD, t. III, n° 1681.

Nombreuse jurisprudence.

aussi bien au cas de séparation judiciaire (1), et elles s'appuient sur l'article 1448 qui ordonne à la femme de supporter toutes les charges du ménage lorsque le mari est sans ressources, qu'en matière de séparation contractuelle relativement à laquelle il n'existe cependant aucun texte analogue à l'article 1448, mais où elles font application de l'obligation résultant des articles 203 et 212 (2).

La doctrine est loin d'être aussi catégorique. M. Laurent (3) n'accorde aucune action directe contre la femme ; il se base aussi sur l'article 1448 et y remarque le mot « contribuer ». Ce mot, dit-il, éveille l'idée d'un paiement à faire par l'une des parties à l'autre, et il prétend que le droit de poursuite du créancier contre la femme n'est nulle part consacré par la loi. C'est le mari qui doit pourvoir aux besoins de la femme et des enfants et qui doit contracter avec les tiers. L'opinion contraire n'est soute-

1. Grenoble, 28 janvier 1836, S. 1836. 2. 335

Paris, 13 juin 1836, S. 1836. 2. 336.

Agen, 23 juillet 1849, S. 1849. 2. 367.

Paris, 20 mars 1850, S. 1850. 2. 387.

Agen, 18 juin 1851, S. 1852. 2. 18.

Cass., 27 janvier 1857, D. 1857. 1. 142.

Cass., 25 mai 1891, S. 1892. 1. 369.

2. Paris, 3 juin 1842, D. 42. 2. 217.

Paris, 13 août 1873, *Bulletin des arrêts de Paris*, 1873, p. 539.

3. LAURENT, t. 22, n° 284.

nue que par « des arguments digne d'un fournisseur et non d'un jurisconsulte. »

M. Dutruc est d'un avis semblable et refuse l'action directe des fournisseurs contre la femme en ce qui concerne les fournitures du ménage; mais il fait une distinction en ce qui concerne les aliments et les frais d'éducation des enfants. Il admet pour ces dépenses que la femme est tenue solidairement de cette obligation sacrée. Il ajoute que cette obligation solidaire est si absolue qu'elle existe indépendamment de tout engagement formel de sa part et même si c'est le mari qui a fait toutes les démarches nécessaires.

Nous avons vu en étudiant le régime de la communauté qu'il ne pouvait pas exister d'obligation solidaire dans ce cas. Nous ne comprenons du reste pas la raison de faire la distinction entre les dépenses domestiques relatives aux époux et celles relatives aux enfants. Elles sont aussi sacrées l'une que l'autre.

Troplong (1) fait de la responsabilité de la femme une question de fait. Les fournisseurs, dit-il, s'adresseront à la femme si c'est sa foi qu'ils ont suivie et non celle du mari, les fournitures ont tourné à son profit puisqu'ils ont défrayé une maison qui était à sa charge; pour que les tiers aient cette action directe contre la femme, il n'est pas nécessaire qu'un juge-

1. TROPLONG, , 1 439.

ment lui ait accordé la disposition de sa part contributive, « il suffit que sa maîtrise soit de notoriété publique et que ce soit à elle, en vue de sa solvabilité, que le crédit a été fait. »

Guillouard (1) accorde aux tiers fournisseurs l'action directe contre la femme en cas d'insolvabilité du mari, et ce même dans le cas où elle aurait versé sa part contributive entre les mains de celui-ci qui l'aurait détournée de sa destination (2).

C'est à son opinion qui est celle de la jurisprudence que nous nous rallions.

En effet l'argument fourni par M. Laurent à l'aide du mot « contribuer » n'est pas péremptoire car les législateurs du Code civil ont employé dans le même article 1448 à l'alinéa 2 le mot « supporter » ; si contribuer éveille l'idée d'un paiement à faire par l'une des parties à l'autre, le mot « supporter », éveille bien l'idée d'un paiement à faire à un tiers créancier. Il est donc vraisemblable que les rédacteurs ont employé le mot contribuer, ayant en vue la part proportionnelle que la femme verse quand il reste des

1. GUILLOUARD, III, 1222.

2. Écartons de suite de la discussion ce dernier point qui ne fait aucun doute. La femme ne pourrait certainement pas se décharger de son obligation en prouvant qu'elle a remis au mari somme suffisante pour désintéresser les fournisseurs. Ceux-ci ne doivent pas souffrir des rapports entre les conjoints auxquels ils sont toujours restés étrangers.

ressources au mari. L'autre argument fourni par M. Laurent (*loc. cit.*) a plus de portée. Après comme avant la séparation de biens, dit-il, le mari reste le chef du ménage et c'est entre ses mains seulement qu'elle doit verser sa part contributoire. « Ce n'est pas elle qui est chef et qui gouverne le ménage, c'est le mari. Peu importe que ce soit elle qui paie les frais par sa contribution de ce qu'elle doit contribuer à l'égard de son mari, on ne peut induire qu'elle soit débitrice à l'égard des créanciers... Est-ce que l'insolvabilité du mari aurait ce singulier effet qu'il cesse d'être débiteur et que sa femme le devienne tout en étant restée étrangère au contrat. »

Incontestablement, le mari quoique séparé de biens reste le chef du ménage, la communauté a disparu mais il reste une fusion d'intérêts née du mariage dont la loi veut que le mari soit le gérant conformément à l'article 1388. Donc il a qualité pour contracter, c'est-à-dire pour obliger sa femme lorsqu'il est sans ressources. C'est donc une action directe qu'ont les créanciers contre la femme ; ce qui aura pour eux cette conséquence avantageuse qu'ils ne concourront pas avec les créanciers du mari. La femme qui risque d'être tenue au paiement a un droit de contrôle sur les dépenses du ménage, elle doit s'assurer que les tiers qui ont traité avec le mari sont payés, sinon elle engage sa responsabilité et s'expose à payer une deuxième fois. Tout au plus serait-

elle admise à critiquer les dépenses si elles étaient en disproportion avec sa fortune, dans les mêmes conditions qu'un mineur ayant voyagé pour sa santé avec son tuteur qui payait les dépenses des deniers soumis à son administration, serait admis à critiquer les dépenses du voyage si elles étaient en disproportion avec sa condition de fortune (1). En raison de cette responsabilité, la femme pourra revendiquer lors d'une saisie pratiquée par les créanciers du mari les linges et hardes de ses enfants mineurs, car ce serait-elle qui devrait les remplacer (2).

Mais le mari s'oblige-t-il ? En d'autres termes s'il revenait à meilleure fortune les créanciers du ménage pourraient-ils l'actionner à raison des dépenses faites pendant sa ruine ? Nous le croyons pas. En effet il a contracté comme mandataire légal de sa femme, de quoi se plaindraient les créanciers qui n'ont pas dû compter sur lui ? C'est là une forme spéciale de la dette alimentaire propre à la société conjugale : cha-

1. L'arrêt de la Cour de Caen du 8 avril 1851 (D., 52. 2. 127) nous fournit un exemple de cette difficulté. Il s'agissait d'un mari qui en vertu de ses pouvoirs de chef du ménage avait choisi pour ses enfants un mode d'éducation trop dispendieux ou du moins pas en rapport avec les ressources de sa femme. La Cour a autorisé la femme à critiquer ce mode d'éducation et a prescrit qu'elle aurait lieu dans un établissement dont les prix seraient moins élevés.

2. Caen, 13 mars 1851, S., 52. 2. 720.

cun des époux s'engage à nourrir l'autre en cas de mauvaise fortune, et si le mari continue à contracter pendant sa ruine c'est en vertu de ses pouvoirs comme chef du ménage.

La réciprocité existe du reste contre le mari. Quoique séparé de biens, il sera condamné au paiement pour le tout des dettes contractées par sa femme insolvable, même pour des besoins personnels, mais rentrant toutefois dans les dépenses du ménage. La femme est en effet, mandataire de son mari aussi bien sous la séparation des biens que sous les autres régimes. Il y aura alors une question de fait que les tribunaux devront apprécier : à savoir si la dépense dont il s'agit est réellement personnelle ou si elle fait partie des dépenses domestiques.

Il est certain que la jurisprudence accorde aux créanciers une action directe contre la femme. Souvent même elle se sert du mot solidaire qui, nous l'avons dit, est tout au moins inutile, sinon inexact ; mais elle n'autorise pas en toutes circonstances, les créanciers à poursuivre à leur gré, le mari ou la femme. Ils n'imposent à celle-ci, et avec raison à notre avis, qu'une responsabilité subsidiaire en cas d'insolvabilité du mari. Mais les arrêts ne dégagent pas suffisamment la nature de cette responsabilité et semblent s'entourer d'un réseau de circonstances de fait qui ne permet pas de se rendre compte s'ils considèrent le mari comme débiteur principal et la femme sub-

sidaire ou si celle-ci est débitrice à l'égal de son mari. Or, dans les contrats passés pour l'entretien du ménage, l'époux qui traite, oblige son conjoint en même temps qu'il s'oblige lui-même.

L'action des créanciers comprendra les frais d'éducation des enfants et les dépenses du ménage faits aussi bien avant la séparation qu'après. En effet, ces charges pèsent sur les deux époux si tous deux possèdent des ressources, et si un seul a de la fortune, il est seul tenu de la dette aussi bien pour le passé que pour l'avenir. La jurisprudence ne fait aucune distinction entre les dettes postérieures ou antérieures à la séparation (1). Nous renvoyons du reste à ce que nous avons dit en étudiant le régime de la communauté et le régime dotal (2).

1. Voyez cependant *contra* Cass., 22 novembre 1893, D., 94.1.286.

2. Agen, 23 juillet 1849, S., 49.2.367.

Agen, 18 juin 1851, S., 52.2.18.

Bordeaux, 19 janvier 1888, S., 88.2.132.

CHAPITRE VII

INFLUENCE D'UNE SÉPARATION DE FAIT SUR LA CONTRIBUTION DE LA FEMME

Lorsque deux époux mariés sous le régime de la séparation de biens sont en outre séparés de fait quant à leurs personnes sans que la séparation de corps ait été prononcée ni même demandée, il existe une situation non reconnue par la loi et qui est contraire aux devoirs du mariage et dangereuse pour les mœurs.

Il en résulte diverses conséquences juridiques que nous allons étudier.

§ 1. — Le mari a quitté le domicile conjugal. Il est clair que dans ce cas il sera mal fondé de demander à sa femme le paiement d'une pension alimentaire (1).

1. En ce sens Poitiers, 13 mai 1857, D., 57.2.57. La femme séparée de biens pourvoyait d'une façon convenable aux besoins du ménage dans une propriété à elle appartenant et où le mari avait accepté de fixer le domicile conjugal l'arrêt a décidé que le mari ayant quitté momentanément ce domicile pour exercer ailleurs une industrie, l'action de l'aubergiste chez lequel le mari s'était retiré et tendant au paiement de la

En effet s'il est exact que dans le cas de ruine du mari la femme est tenue de payer la totalité des dépenses domestiques, il n'en est pas moins vrai qu'elle ne doit solder ces dépenses que faites au domicile conjugal, et s'il plaît au mari d'avoir une résidence séparée on ne peut rendre la femme responsable des dettes même alimentaires qu'il y fera. Pour rendre sa demande recevable, le mari devra offrir à sa femme de reprendre la vie commune et de rétablir le ménage. Mais ici se place une difficulté. Pour éviter cette pension la femme répond souvent que le domicile offert par le mari est indigne d'elle et elle lui offre de venir habiter avec elle dans la demeure qu'elle s'est choisie et où elle subviendra à tous ses besoins. Remplit-elle ainsi suffisamment son obligation ? Nous ne le croyons pas. En effet, après comme avant la séparation de biens il n'y a qu'un domicile conjugal où le mari est toujours chef de famille et dont le choix lui appartient. Il est d'ordre public que comme chef de l'association conjugale il conserve les prérogatives attachées à cette qualité. Sans doute le mari étant ruiné c'est la femme qui paiera les loyers, mais cette circonstance peut tout au plus lui donner une plus grande autorité dans le choix sans lui donner le droit d'aller à l'encontre de la volonté du mari-chef.

dépense alimentaire faite parce dernier était irrecevable contre la femme.

Quelques arrêts et quelques auteurs (1) ont cependant admis que lorsque le domicile offert à la femme était inacceptable, celle-ci était quitte après versements aux mains du mari d'une pension alimentaire. C'est à tort que ce tempérament a été apporté à la rigueur des principes. La séparation de biens ne porte aucune atteinte à l'autorité maritale et la femme séparée n'en est pas moins tenue de suivre son mari partout où il lui plaira d'habiter (2).

M. Dutruc admet la demande en pension alimentaire alors même que le mari n'offrirait pas de reprendre la vie commune. « Si le mari avait abandonné sa femme, dit-il, et s'il ne pouvait lui fournir aucune habitation, nous comprendrions que la femme conservât la disposition exclusive de ses revenus et que sa contribution se traduisît par une pension annuelle qu'elle paierait au mari dans la proportion de ses biens à elle et de ses ressources à lui ; dans ce cas le mari n'a plus la qualité de chef de ménage qu'il a abdiquée ». On ne se débarrasse pas aussi facilement, nous semble-t-il, d'une disposition d'ordre public et nous pensons que dans le cas où le mari n'offre pas la reprise du ménage il doit être débouté de sa demande.

1. Cass., 6 mai 1835, S., 1835.1.415.

TROPLONG, II, 1436.

2. En ce sens Paris, 9 juillet 1858, D., 58.2.186.

3. Douai, 2 juin 1852, S., 53.2.215.

§ 2. — Si la femme a quitté le domicile conjugal. Elle s'est mise dans son tort, et le mari pourra lui demander non plus une pension alimentaire, mais bien le versement de sa part contributive, c'est-à-dire la totalité des dépenses du ménage s'il ne possède plus rien. Pour éviter le paiement de l'entretien de deux ménages elle n'aura que la ressource d'accepter l'offre de son mari de revenir habiter avec lui. Ce sera même là un excellent moyen de coercition (1).

En résumé dans le cas où deux époux vivent de fait en état de séparation volontaire, ni l'un ni l'autre n'est recevable à former contre son conjoint une demande en paiement d'une pension alimentaire qu'autant qu'il lui offrirait en même temps de reprendre la vie commune (C. civ. 214) ; les deux obligations d'entretien et de cohabitation sont corrélatives. Ce principe ne saurait recevoir d'exception que quand, par suite de circonstances exceptionnelles et impérieuses, la cohabitation est devenue impossible.

1. Dijon, 21 janvier 1891, D., 91.2.249.

CHAPITRE VIII

LA FEMME QUI A PAYÉ PLUS QUE SA PART A-T-ELLE UN RECOURS CONTRE LE MARI REVENU A MEILLEURE FORTUNE?

La charge de subvenir aux besoins du ménage même en totalité quand il ne reste plus aucune ressource au mari incombe, avons-nous vu, à la femme. C'est une obligation directe et personnelle en ce sens que si le mari revient à meilleure fortune, la contribution de la femme sera changée pour l'avenir.

Quant au passé nous croyons qu'il n'y a pas lieu d'y revenir. En effet, l'obligation dont il s'agit pèse sur les deux époux de telle façon que si l'un est ruiné, l'autre a payé sa propre dette en subvenant seul aux dépenses du ménage. Il ne pourra donc avoir aucun recours ni exercer aucune répétition contre son conjoint.

Terminons en faisant observer que relativement à cette contribution, on ne doit pas se montrer rigoureux envers la femme en raison de son état de dé-

pendance, pour la preuve du paiement qu'elle prétendrait en avoir fait. Les époux n'ont pas besoin l'un à l'égard de l'autre d'établir leur libération par des quittances en bonne et due forme. Si l'un des époux a laissé s'écouler un temps considérable sans former de réclamation il y a présomption de plein droit qu'il s'est libéré dans l'intervalle (1).

1. Ainsi jugé Cour de Paris, 2 messidor an XI, D. n° 1962.

SECTION III

RÉGIME DOTAL

Exposé général

Comme sous les autres régimes, la dot est le bien que la femme apporte au mari pour l'aider à supporter les charges du mariage.

Mais ce qui caractérise et donne une physionomie spéciale à ce régime c'est la protection toute particulière dont la loi entoure la dot de la femme pour assurer sa subsistance et celle de ses enfants. Les biens de la femme mariée sous ce régime sont divisés en deux catégories : les biens dotaux qui comprennent tous ceux qu'elle s'est constitué en dot ou qui lui ont été donnés par contrat de mariage et les paraphernaux qui comprennent tous les autres biens. Les biens dotaux sont inaliénables pendant toute la durée du mariage ; le mari en a l'administration et la jouissance sous la seule obligation de satisfaire aux charges du mariage, il profite des économies

qu'il fait sur les revenus de ces biens. Au contraire c'est à la femme qu'appartiennent l'administration et la jouissance des biens paraphernaux et de leurs revenus.

Comment la femme dotale contribue-t-elle? Il faut faire une distinction. Si la femme dotale a des biens dotaux, les revenus de ces biens, intérêts et fruits, appartiennent d'après l'article 1540 du Code civil au mari qui pourvoira aux dépenses domestiques et à l'éducation des enfants. Les paraphernaux sont alors exempts de toute contribution ainsi qu'il résulte de l'article 1575 d'après lequel la femme ne contribue sur ses paraphernaux que quand il n'y a pas de biens dotaux ce qui amène cette conséquence que le mari supporte seul les charges quand la dot de son épouse est minime.

Si tous les biens de la femme sont paraphernaux l'article 1575 la force à contribuer jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus, à moins de conventions contraires.

Telle est la physionomie générale du régime.

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRE DU CONTRAT

La dot, avons-nous dit, est remise au mari pour supporter les charges du mariage ; on s'est demandé dès lors quel était le caractère du contrat ainsi formé, gratuit ou onéreux ?

Nous ne nous occupons ici que pour mémoire de cette question discutée maintes fois et qui ne rentre pas dans le cadre de notre étude. Nous renvoyons aux ouvrages de droit. Disons seulement que l'intérêt réside pour les créanciers du constituant à pouvoir faire annuler la constitution de dot par l'exercice de l'action paulienne quand cette constitution est faite en fraude de leurs droits. Si l'on considère le contrat comme onéreux, l'action paulienne manque de base quand le créancier ne peut prouver la complicité de l'acquéreur dans la fraude, elle est recevable dans le cas de contrat à titre gratuit indépendamment de toute complicité du donataire (1). La jurisprudence

1. Citons un exemple que nous empruntons à la jurisprudence. (Paris, 4 janvier 1845, D. 45.2.50.) Un notaire donne

a d'abord considéré la constitution de dot comme participant du contrat à titre onéreux et en a tiré cette conséquence que l'action paulienne n'était recevable que quand le bénéficiaire était complice de la fraude. Puis elle a été plus loin encore en déclarant que la constitution de dot est un véritable acte à titre onéreux et que les créanciers ne pouvaient obtenir la révocation qu'en prouvant la complicité des deux époux (1). La bonne foi de l'un couvre la mauvaise foi de l'autre !

Un revirement paraît s'être formé depuis, parmi les cours d'appel qui refusent de suivre la Cour de cassation dans une voie si peu juridique (2).

à sa fille 300.000 francs de dot qu'il paie comptant, puis le père meurt, laissant 200.000 francs d'actif et 700.000 francs de passif. Il devenait évident qu'il avait doté sa fille avec l'argent des clients. Ceux-ci intentent l'action paulienne contre la fille. L'arrêt ci-dessus déclare les créanciers mal fondés en leur action, les en déboute par ces motifs que la fille a reçu la dot à titre onéreux et que sa complicité dans la fraude n'est pas prouvée.

1. Cass., 18 janvier 1887. D. 87.1.257.

Dijon, 11 février 1887. D. 88.2.42.

Cass., 18 décembre 1895. D. 98.1.193.

2. Orléans, 8 juin 1898. D. 98.2.284.

Paris, 27 juillet 1894. D. 95.2.32.

CHAPITRE II

ACQUISITION PAR LE MARI DES FRUITS DE LA DOT

Le mari a l'administration et la jouissance de la dot sous la seule obligation de satisfaire aux charges du mariage. Il acquiert donc les fruits de cette dot et c'est avec eux qu'il subvient aux besoins communs. Mais à cet égard, le régime dotal diffère de la communauté. Sous ce dernier régime il y avait lieu de faire une distinction entre les fruits civils qui s'acquièrent jour par jour et les fruits naturels par la perception. Sous le régime dotal au contraire, les fruits naturels sont traités comme les fruits civils et s'acquièrent comme eux jour par jour. La raison de cette différence est que la communauté crée entre les époux une si grande confusion des deux patrimoines que l'examen détaillé des dépenses jour par jour est inutile et presque impossible. Sous le régime dotal au contraire les intérêts sont complètement séparés. L'affectation des revenus des biens dotaux est rigou-

reux : il faut donc que la jouissance de ces biens corresponde exactement au temps pendant lequel le mari a supporté les charges.

Ce principe nous vient du droit romain. Les jurisconsultes romains disaient : la dot est le bien apporté par la femme pour aider le mari à supporter les charges du mariage, donc le mari doit avoir tant dans les fruits naturels que dans les fruits civils un émolument calculé sur le temps pendant lequel il a supporté lesdites charges. Le Code a rétabli ce principe fort juste. Donc à chaque année complète du mariage correspond une année complète d'intérêts ; quant à l'année de la dissolution, on fera le total des recettes effectuées ou à effectuer et l'on fera un compte jour par jour.

Si la femme survit au mari elle n'aura pas droit à la totalité des revenus qu'elle aurait perçus depuis la mort ; en effet le mari a supporté les charges pendant une fraction de l'année : il a donc gagné une portion correspondante des revenus civils ou naturels que ses héritiers pourront exiger. La relation des fruits et des charges est tellement étroite qu'elle s'appliquera même aux coupes de bois. Si une coupe a eu lieu pendant le mariage qui a duré cinq ans et qu'on ne coupe que tous les trente ans comme cela se pratique dans les hautes futaies, le mari ou ses héritiers ne pourront garder que les 5/30 de cette coupe, soit le sixième. Si au contraire la coupe a eu

lieu après la dissolution, la femme sera débitrice de ce sixième.

Par le même raisonnement on doit attribuer les fruits de la dot au mari et de plein droit du jour du mariage sans distinguer si elle est constituée par les parents ou par un tiers. En effet les charges commencent aussitôt la célébration et le retard dans le paiement causerait aux époux un grave préjudice. C'est la principale raison de l'article 1440, l'autre est, dit M. Guillouard (t. I, n. 166), de ne pas obliger des enfants à agir en justice contre leurs parents. De plus, les intérêts courent du jour du mariage encore qu'il y ait terme pour le paiement. Mais une stipulation spéciale peut en dispenser le constituant.

Au reste pour qu'il y ait lieu d'appliquer l'article 1440, il faut que la dot soit constituée en argent ; si le constituant n'avait donné que des objets ne rapportant ni intérêts, ni fruits, on rentrerait dans le droit commun et en cas de retard les époux ne pourraient obtenir des dommages-intérêts qu'après mise en demeure et en prouvant le préjudice causé.

Percevant ainsi les fruits et intérêts de la dot pour supporter les charges du ménage, le mari est en principe seul obligé au paiement des fournitures nécessaires à sa femme selon ses facultés et son état, En fait la femme s'occupant des soins domestiques fera elle-même les commandes aux fournisseurs : elle est alors réputée avoir agi en vertu du mandat tacite

et ne peut être poursuivie comme débitrice personnelle, conjointe ou solidaire, à moins qu'elle n'ait agi en son nom personnel et que son mari l'ait dûment autorisée aux fins de cet acte. Hors de là et à part les exceptions que nous verrons plus loin, la femme ne peut s'obliger sur ses biens dotaux même à raison de fournitures faites à la famille. On devrait même tenir le même raisonnement en ce qui concerne les paraphernaux. Quoique pour ces biens la femme soit réputée séparée et par conséquent en conserve l'administration et en dépense les revenus, elle ne peut être tenue sur ces biens dans la marche normale du ménage car elle n'est pas débitrice. Son mari seul l'est. Eût-elle elle-même fait la commande, elle n'est que mandataire.

Elle ne saurait du reste pas non plus être tenue *de in rem verso* à raison du profit qu'elle aurait retiré des marchandises car elle n'a pu s'enrichir du montant d'une fourniture que le mari était tenu de lui faire.

Remarquons toutefois que cela ne s'applique qu'aux dépenses nécessaires pour les besoins et la vie selon les facultés et la situation du ménage. Pour les dépenses excessives, les tribunaux auraient le même pouvoir d'appréciation que nous avons exposé sous le régime de la communauté.

CHAPITRE III

INALIÉNABILITÉ ET INSAISSABILITÉ DU FONDS DOTAL

La loi apporte une importance si considérable à la subsistance du ménage et par conséquent à la conservation du fonds dotal qu'elle n'a pas hésité à le frapper d'inaliénabilité et d'insaisissabilité confirmant ainsi la tradition qui nous venait du droit romain et des pays de droit écrit. Elle protège la femme contre sa propre faiblesse devant la séduction du mari en ne laissant à ce dernier aucun moyen de dissiper les biens dotaux.

L'article 1554 dit que « les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés pendant le mariage ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement. Cette inaliénabilité qui a pour point de départ le jour du mariage rend impossible quatre sortes d'actes : l'aliénation par les époux du fonds dotal, la prescription de la propriété par un tiers, la saisie par les créanciers et les conventions sur l'hypothèque légale de la femme. Tous ces actes sont

annulables à la requête de la femme ou de ses héritiers. Les meubles dotaux ont fait au point de vue de leur inaliénabilité l'objet d'une discussion de longue haleine. La doctrine s'est en grande partie prononcée pour l'aliénabilité, l'inaliénabilité étant de droit exceptionnel et ne pouvant se suppléer, mais la jurisprudence est fixée au point que la question ne se plaide plus : elle se prononce pour l'inaliénabilité des meubles dotaux à l'égard de la femme qui ne peut les compromettre par aucun acte tandis que le mari peut en disposer.

L'inaliénabilité dure autant que le mariage, mais comme elle a été établie pour protéger la femme contre les conséquences des actes qu'elle a faits pendant le mariage, l'insaisissabilité qui en est le résultat pratique dure bien plus longtemps ; elle étend sa protection indéfiniment. Jamais les créanciers ne pourront saisir la dot mobilière ni après la séparation de biens ni après la dissolution du mariage soit entre les mains de la femme, soit entre les mains de ses héritiers ; il faut que la femme soit garantie indéfiniment.

Tel est le droit commun. Nous verrons ce que deviennent ces principes quand il s'agit des besoins du ménage.

CHAPITRE IV

CONTRIBUTION SUR LES PARAPHERNAUX

L'article 1575 fixe la contribution de la femme au tiers de ses revenus quand tous ses biens sont paraphernaux, à moins de clause contraire dans le contrat.

Comme pour la séparation de biens, cette fixation numérique du tiers est complètement arbitraire et nullement définitive : s'appliquant au cas où les revenus personnels du mari sont suffisants pour faire face à la portion lui revenant dans les charges du mariage elle n'est plus impérative quand le mari est ruiné. Dans ce cas comme dans la séparation de biens la femme devra contribuer proportionnellement aux ressources du mari et même pour la totalité s'il ne reste rien à ce dernier. Elle devra verser sa part entre les mains de son mari dont elle devient pensionnaire, celui-ci restant toujours maître du ménage et en conservant la direction et l'administration.

Mais aussitôt qu'il y a des biens dotaux, si minimes soient-ils, l'article 1575 cesse de s'appliquer : les

paraphernaux ne contribuent plus car le mari en recevant la dot a contracté par une convention à forfait, l'obligation de supporter seul et même sur ses biens personnels les charges du mariage. Cette obligation, il est vrai, contient toujours la restriction que le mari pourra seul y faire face. Si les revenus dotaux sont insuffisants et que les biens du mari n'existent plus on rentre dans un cas d'application de l'article 212 qui crée entre les époux une obligation alimentaire dont les revenus paraphernaux ne sont pas plus exempts que ceux qui appartiendraient à une femme séparée de biens.

L'évaluation de cette part contributoire, qui doit peser sur les paraphernaux, sera faite par les tribunaux d'après l'étendue des besoins du ménage conformément à la règle générale posée par l'article 208 et appliquée par l'article 1448 au régime de la séparation de biens.

CHAPITRE V

ALIÉNATION DE LA DOT POUR SUBVENIR AUX BESOINS DE LA FAMILLE

Les paraphernaux répondent des dettes alimentaires des époux dans les termes du droit commun. C'est à eux que l'on a d'abord recours en cas de besoins ; aucune autre mesure ne pourrait à notre avis être prise, tant qu'il en existe encore. Ils doivent servir d'abord à sauver la dot menacée dans son existence par les nécessités impérieuses de la famille. M. Odier (1) pense cependant que la femme pourrait empêcher la vente de ses paraphernaux en demandant aux tribunaux l'aliénation du capital de la dot mobilière. « Et ce qui nous fait décider ainsi, ajoute-t-il, c'est que la dot mobilière n'étant pas inaliénable il n'y a pas de raison pour préférer absolument l'aliénation du capital paraphernal. »

Nous avons vu que la jurisprudence n'admettait

1. ODIER, t. III, n° 1465.

pas l'aliénabilité de la dot mobilière à l'égard de la femme. Or l'article 1558-3° qui autorise la vente des biens dotaux pour les besoins de la famille est un texte d'exception qui ne doit recevoir qu'une application restrictive. Nous admettrons cependant que si la femme avait une raison absolue de préférer l'aliénation de capital mobilier de la dot à celle de ses paraphernaux les tribunaux pourraient dans son intérêt et à titre tout à fait exceptionnel l'y autoriser.

Mais les paraphernaux ne sont pas les seuls biens aliénables pour sauver les époux de la misère; il se peut du reste qu'il n'y en ait jamais eu ou que la vente ait été insuffisante pour réaliser la subsistance du ménage. La loi accorde une telle importance à l'existence du foyer domestique que l'article 1558 permet l'aliénation de l'immeuble dotal pour fournir des aliments à la famille dans les cas prévus par les articles 203, 205 et 206 du Code civil. L'accomplissement de cette dette est si naturel qu'il a dû l'emporter sur le principe d'inaliénabilité de la dot. On ne pouvait en effet forcer les époux à laisser mourir de faim leurs enfants et leurs parents devant un capital leur appartenant et auquel on leur défendait de toucher. On remarquera que le Code ne parle pas de l'article 212 qui concerne les époux eux-mêmes. Il est impossible de voir dans cette lacune une omission volontaire. En effet la loi permettant l'alié-

nation de la dot pour nourrir, entretenir et élever les enfants, pour fournir des aliments aux gendres et belles-filles, à plus forte raison autorise cette aliénation pour venir au secours des époux eux-mêmes, car la subsistance personnelle est la première charge du mariage (1). C'est un simple oubli des rédacteurs du Code.

On a quelquefois discuté sur le mot « aliments », il faut lui attribuer une compréhension des plus extensives : on y comprendra non seulement les aliments proprement dits, mais encore les vêtements, médicaments, etc., en un mot tout ce qui est nécessaire à la vie des parents et celle des enfants. L'éducation de ceux-ci y rentrera aussi, l'« éducation dit M. Troplong, étant le pain de l'âme. » On pourra même en cas de nécessité admettre l'aliénation de la dot pour l'achat d'un mobilier pour la famille ou même d'un matériel nécessaire à l'exploitation d'un commerce ou d'une industrie qui fait vivre la famille, ou encore lorsque la jouissance de l'immeuble dotal est insuffisante pour procurer aux époux un capital en argent dont le placement serait plus productif. En effet ce que la loi tient à assurer, c'est le moyen d'existence permanente de la famille. Mais les tribunaux se munissent dans ce cas de tous les renseignements nécessaires pour éviter que leur religion

1. Doctrine et jurisprudence unanimes.

soit surprise lorsque cette aliénation sera demandée en vue d'une spéculation hasardeuse.

L'aliénation de l'immeuble dotal venant comme dernière ressource, l'époux demandeur devra prouver au tribunal que les aliments ne peuvent plus être procurés d'une autre manière, c'est-à-dire que non seulement les paraphernaux sont vendus mais encore que le capital mobilier de la dot a lui-même disparu. C'est en effet cette aliénation qui sera le moins préjudiciable à la femme et qui doit être ordonnée la première. Même si les époux étaient d'accord pour demander l'aliénation de l'immeuble dotal, la justice ne pourrait l'autoriser tant qu'il resterait un capital mobilier.

La demande d'autorisation d'aliéner doit avant tout émaner de la femme ; c'est elle seule qui est propriétaire du bien dotal et le propriétaire seul peut aliéner. Si donc la femme s'opposait à la vente de ses biens dotaux, le mari ne pourrait pas malgré elle obtenir cette autorisation, s'il passait outre, la vente serait d'une nullité radicale à l'égard de la femme et celle-ci aurait l'action en revendication.

Au contraire la demande d'aliénation formée par la femme malgré le refus du mari pourrait être obtenue, mais elle ne porterait que sur la nue-propriété ; car il n'y a plus que cela qui lui appartienne, la jouissance, nous l'avons vu, ayant été donnée au mari

du jour du mariage pour subvenir aux besoins de la famille.

Mais ces règles ne s'appliquent qu'aux immeubles. En ce qui concerne la dot mobilière, la jurisprudence admet que le mari peut disposer des meubles dotaux, même de ceux dont il n'est pas propriétaire : elle considère cette faculté comme rentrant dans les pouvoirs d'administration accordés au mari par l'article 1549. Le mari n'a donc pas besoin pour ces meubles de recourir à l'autorisation de justice ; il peut les aliéner de son plein gré et malgré l'opposition de la femme.

Pour obtenir l'autorisation de vendre l'immeuble dotal, la femme présentera au président du tribunal une requête désignant sommairement les biens à vendre : communication sera faite au ministère public et sur le rapport du juge commissaire, le jugement sera rendu en chambre du conseil autorisant la vente et fixant la mise à prix (art. 987 C. proc. civ.), la vente aura lieu ensuite dans les formes prescrites pour les biens des mineurs. (art. 953 et suivants, C. proc. civ.)

Mais lorsque les aliments auront été fournis antérieurement à la demande ; les tribunaux pourront-ils comme précédemment autoriser l'alimentation de la dot ? En principe, nous l'avons vu, cette autorisation ne doit être demandée et accordée que pour l'avenir. « *Nemo vivit in præteritum.* »

En droit strict on ne saurait permettre l'aliénation de la dot dans ce cas, car une telle tolérance aurait le plus souvent pour résultat de donner aux époux un moyen de forcer les mains à la justice. L'article 1558 a évidemment en vue les aliments nécessaires dans le présent et dans l'avenir et non ceux se référant au passé et déjà consommés.

« L'immeuble dotal » peut « être aliéné... », dit cet article. Il réserve donc aux tribunaux un pouvoir d'apprécier la nécessité de l'aliénation, ce qui devient très difficile lorsque la gêne des époux remonte à un temps assez éloigné. En autorisant une telle aliénation la justice se retirerait son pouvoir d'appréciation. Le refus s'impose donc aux tribunaux quand les fournitures ont été faites à une époque suffisamment éloignée pour qu'ils n'aient plus les éléments suffisants d'appréciation (1).

Mais si au contraire la dette était récente, contractée par exemple au moment où la demande d'autorisation était introduite ou était sur le point de l'être, on ne saurait se montrer aussi rigoureux. « *Summum jus, summa injuria* », dit le proverbe. Il faut bien que la famille vive pendant l'instance et pour que les fournisseurs fassent crédit, il faut qu'ils soient certains d'être payés. Si la dette contractée a bien le caractère alimentaire, si elle a été commandée par

1. Rouen, 7 août 1869. S. 70.2.172.

la nécessité et que le besoin impérieux ait forcé la femme à devancer l'autorisation de justice, si les tribunaux sont à même d'apprécier cette nécessité, ils devront faire droit à la demande de la femme. Il faut bien qu'une mesure faite dans son intérêt ne se retourne pas contre elle et, pour que la loi soit observée, il suffit que tout se soit passé sans fraude et de bonne foi, dans l'intérêt de la femme et de sa famille, et aussi dans la juste mesure des besoins les plus impérieux (1).

L'article 1558 n'a pas précisé la nature de l'aliénation des biens dotaux. Il n'a eu en vue que la vente volontaire avec autorisation de justice sans parler de l'aliénation forcée et de la saisie par les créanciers du ménage. Ceux-ci se sont prévalus du silence du Code pour user du droit commun et exercer en vertu de l'article 1166 l'action de la femme en autorisation d'aliénation du fonds dotal afin d'obtenir paiement de leurs fournitures. En effet disent-ils, la nécessité de pourvoir aux besoins de la famille et des époux eux-mêmes a seule décidé le législateur à déroger aux principes de l'inaliénabilité dotale; en

1. Nîmes, 13 novembre 1872. S. 73.2.103.

Nîmes, 26 juillet 1853. S. 53.2.688.

Caen, 27 janvier 1843. S. 44.2.178.

Agen, 23 juillet 1849. S. 49.2.367.

Agen, 12 janvier 1886. *Gazette des tribunaux du Midi*, 86, p. 110.

parlant de l'autorisation préalable, il n'a fait que considérer le cas le plus fréquent et il serait excessif et contraire au but à atteindre de refuser l'application de l'article 1166, car ce serait refuser à la femme tout crédit dans une situation souvent pressante et critique. Un arrêt de la Cour d'Alger du 14 janvier 1896 (1) leur a donné raison. « Attendu, dit cet arrêt, qu'il est de jurisprudence que l'autorisation peut intervenir aussi bien après les fournitures faites que préalablement à ces fournitures... Attendu que cette jurisprudence crée une situation nouvelle comprise dans l'article 1558 de laquelle découle le droit des créanciers fournisseurs, droit égal ou plutôt identique à celui de la femme. Que celui-ci ne saurait voir son droit inutile par les caprices d'une femme refusant après livraison d'objets alimentaires d'en payer le prix sur sa dot. » Il conclut que le droit de demander à la justice l'aliénation de la dot de la femme appartient également au créancier qui veut obtenir paiement de ses fournitures.

La Cour de cassation à la juridiction de qui le litige a été soumis en a décidé autrement et a conclu au droit exclusivement personnel à la femme de demander cette autorisation. En effet le droit reconnu au créancier par l'article 1166 d'exercer les actions de son débiteur a seulement pour but d'éviter le déép-

1. D. 96 2. 343.

rissement du patrimoine qui lui sert de gage ; il exerce les actions qui appartiennent à son débiteur contre les tiers, mais nul texte ne l'autorise à se substituer à lui pour exercer les facultés inhérentes à la qualité de propriétaire comme le droit de vendre. Reconnaître ce droit aux créanciers alimentaires de la femme dotale conduirait inévitablement à l'admettre pour les créanciers de toute personne capable d'aliéner et supprimerait du même coup les formes de la saisie immobilière. Ce raisonnement est parfaitement juridique ; on ne peut conclure directement du droit d'aliénation reconnu à la femme au droit de saisie du créancier ; ce droit est exclusivement personnel. Il est même inexact de dire que la protection de la loi semble se retourner contre les époux par la suppression de leur crédit au moment critique.

Tout recours contre la femme dotale n'est pas refusé au créancier qui a fourni des aliments au ménage ou pourvu à l'éducation des enfants. Il ne peut exercer les droits de sa débitrice, mais il peut se pourvoir dans les termes du droit commun.

Muni d'un jugement portant condamnation contre la femme dotale à raison de l'insolvabilité du mari il a, en vertu des articles 203 et 212, le droit de demander l'autorisation de saisir et de vendre les biens dotaux qui sont toujours soumis au paiement de ces frais d'aliments et d'éducation des enfants, principe

fondamental auquel les règles d'inaliénabilité dotale ne peuvent toucher.

La jurisprudence a même à plusieurs reprises (1) constaté le caractère alimentaire des fournitures faites par le créancier et par le même jugement autorisé la vente des biens dotaux. Nous admettons cette solution. La dot mobilière est, nous l'avons vu, inaliénable et insaisissable entre les mains de la femme. L'autorisation des parties est nécessaire pour l'aliéner et rien ne s'oppose à ce que par la même décision qui consacre son droit, le créancier se fasse autoriser à saisir et vendre les meubles dotaux. Il en est de même s'il s'agit de biens immeubles ; l'autorisation desaisir pourra être accordée au créancier qui demandera à la justice un titre exécutoire, mais les formalités de la saisie immobilière devront être observées et la vente faite en la forme prescrite pour les biens des mineurs. Il faudra du reste que l'autorisation soit portée au dispositif du jugement car le seul prononcé de la condamnation ne pourrait suffire à constituer une autorisation naturelle d'aliéner (2). Dans ce cas l'obtention d'un second jugement serait nécessaire et il pourrait même être rendu après la saisie faite à la requête du créancier, mais avant de procéder à la

1. Nîmes, 23 juillet 1853. S. 53. 2. 688.

Alger, arrêt précité.

Montpellier, 7 février 1894. D. 98. 1. 81.

2. *Contra*, Nîmes, 26 juillet 1853, précité.

vente. Le jugement indiquera aux mains de qui le prix de l'immeuble dotal aliéné sera versé. Tout paiement fait par l'acquéreur à l'encontre des termes du jugement serait inopérant et ne le libérerait pas : en effet, l'immeuble dotal n'a été rendu aliénable qu'à cette condition et cet acquéreur serait exposé à se voir intenter par la femme une action en révocation de l'aliénation. Toutefois si le jugement a ordonné la vente pour assurer la subsistance des époux ou celle de leurs enfants, l'acquéreur, à raison de la destination des fonds, n'est pas tenu d'en contrôler l'emploi : la modicité et la fréquence des menues dépenses rendant toute surveillance impossible (1).

S'il y a un excédent du prix de l'immeuble sur les besoins des époux arbitrés par le tribunal, l'article 1558 *in fine* porte que cet excédent restera dotal. La conséquence en est que l'acquéreur devra dans les termes du droit commun veiller au remploi de cet excédent sous peine de se voir contraint de payer une seconde fois la somme dont le remploi n'aurait pas été fait.

1. Cass., 16 novembre 1896. D. 97. 1. 80.

CHAPITRE VI

EMPRUNTS CONTRACTÉS SUR LES BIENS DOTAUX POUR LES BESOINS DU MÉNAGE

L'aliénation d'un immeuble dotal est une extrémité fort grave pour la femme et à laquelle elle ne doit être réduite que s'il ne lui reste plus d'autre moyen de pourvoir à ses besoins. Souvent même l'immeuble dotal est l'habitation et le berceau de sa famille dont elle ne se séparera qu'avec peine. Il se peut aussi que la somme nécessaire à sauver le ménage soit modique par rapport à la valeur de l'immeuble. Dans ces cas une jurisprudence constante autorise la femme à prendre une mesure moins définitive que l'aliénation elle lui permet d'emprunter en hypothéquant le fonds dotal (1) pour assurer sa subsistance, celle de son mari et celle de ses enfants.

1. Cass., 7 juillet 1857, D. 58.1.405.

Limoges, 21 mars 1888, D. 82.2.211.

Cass., 20 octobre 1891, D. 91.1.264 (Bordeaux, 20 déc. 1889).

Cass., 4 juillet 1904, D. 04.1.551. Voyez en outre la longue discussion de M. Colmet de Santerre que se prononce pour la négative.

Comme pour l'aliénation, l'autorisation d'emprunter avec affectation hypothécaire de l'immeuble dotal peut être donnée après coup lorsque le temps écoulé entre l'emprunt et la demande est suffisamment court pour permettre au tribunal de statuer en toute connaissance de cause et que la bonne foi a présidé à la confection de l'emprunt.

Le créancier qui a prêté doit, dans les termes du droit commun, surveiller l'emploi des fonds conforme aux termes du jugement sous peine d'être exposé à voir annuler son obligation: elle devra donc remettre l'argent non pas aux époux mais aux créanciers en vue du remboursement desquels l'emprunt a été autorisé (1). Cependant si les époux avaient sollicité l'autorisation afin de se procurer des aliments ou des objets mobiliers payés comptant, le prêteur ne serait pas tenu à la surveillance de cet emploi, surveillance d'ailleurs matériellement impossible (2).

La jurisprudence nous montre que la plupart des autorisations demandées se réfèrent à l'achat d'un fonds de commerce et de marchandises dont les produits devaient assurer la subsistance de la famille. Dans ce cas, l'emprunt est autorisé non seulement pour prévenir une catastrophe mais aussi pour faire

1. Nîmes, 11 janvier 1878, D. 79.2.55.

2. Cass., 5 nov. 1855, S. 56.1.204.

une opération commerciale dont les tribunaux doivent apprécier l'opportunité.

Remarquons aussi que l'autorisation d'emprunter avec affectation hypothécaire de l'immeuble dotal doit être ordonnée en termes précis et qu'une simple autorisation d'aliéner n'entraîne pas celle d'hypothéquer. Quoique par elle-même cette mesure soit moins grave dans la majorité des cas, il peut se faire qu'à raison des circonstances elle offre plus d'inconvénients. Il faut que la justice pèse et examine l'intérêt des époux et rien ne peut se faire en deçà ou au delà de son autorisation. La sanction est la nullité de toute hypothèque conférée par les époux non autorisés lors même que les fonds auraient été employés à désintéresser les créanciers alimentaires.

CHAPITRE VII

SAISSABILITÉ DES REVENUS DOTAUX

En principe, l'inaliénabilité de l'immeuble dotal ne s'étend pas aux revenus de la dot ni aux fruits. Mais la femme, en se mariant sous le régime dotal ne laisse au mari les revenus de ses biens que sous l'affectation spéciale de ces revenus aux charges du ménage. Cette affectation est préexistante et supérieure aux droits des créanciers du mari car la dot n'entre entre les mains de ce dernier que grevée de cette affectation. De ces principes la jurisprudence a tiré cette conséquence que les créanciers du mari ne pourront saisir la portion de ces revenus nécessaire aux besoins de la famille, étendant ainsi à cette quantité l'inaliénabilité du fonds dotal. Inébranlablement fixée en ce sens la jurisprudence a longtemps hésité et des arrêts nombreux mais anciens ont admis l'aliénabilité et l'insaisissabilité totale des revenus, refu-

sant de faire une distinction entre la partie nécessaire aux besoins du ménage et le surplus (1).

La doctrine a vivement contesté ce système de la jurisprudence. M. Troplong (2) le repousse avec énergie. Les règles de l'inaliénabilité dotale, dit-il, sont entièrement étrangères aux revenus, par conséquent les fruits et les intérêts de la dot sont aliénables et à ce titre peuvent être saisis par les créanciers du mari même pour la portion nécessaire aux besoins du ménage. En effet on ne peut contester au mari le droit d'aliéner et de consommer les revenus dotaux car leur destination est d'être dépensés pour les besoins du ménage. L'excédent, s'il y en a, est à la libre disposition du mari sans aucune affectation obligatoire. Mais hors des besoins de la famille? Plusieurs auteurs ont fait une distinction entre les revenus de la dot mobilière et ceux provenant de l'immeuble dotal (3). Acceptant l'aliénabilité des premiers ils la refusent pour les seconds. « L'engagement de la totalité des revenus, dit M. Marcadé, pourrait rendre nécessaire l'aliénation des immeubles eux-mêmes pour fournir des aliments à la famille, de sorte que la restriction mise à la disponibilité des revenus

1. Cass., 9 avril 1823, D., 10. 353.

Bordeaux, 6 juillet 1841, S., 43. 1. 331 ; D., 41. 2. 230.

Cass., Sarde, 10 janvier 1854, D., 55. 2. 137.

2. TROPLONG, C. M. n. 3288 et suiv.

3. MARCADÉ sur l'article 1354, n° 4.

n'est que la conséquence de l'inaliénabilité des immeubles.

Quoi qu'il en soit et bien que historiquement et en droit strict l'aliénabilité des revenus soit entière, la question ne se plaide plus à l'heure actuelle. Les arrêts reconnaissent le caractère disponible et aliénable des intérêts dotaux qui constituent la propriété du mari et dont ce dernier peut disposer librement, mais comme ces revenus sont avant tout affectés aux besoins du ménage, c'est seulement sur l'excédent disponible que la jurisprudence admet les exécutions des créanciers du mari.

La fixation de cette quotité disponible est une question de fait que les cours et tribunaux jugent souverainement en s'entourant des renseignements nécessaires. Nous les voyons considérer l'âge, la santé des époux, les produits de leur travail et leur situation pécuniaire, les charges et obligations prévues et même imprévues auxquelles ils auront à faire face (1). Ils donnent du reste une large interprétation au mot « besoins », y comprenant les aliments des époux et des enfants, l'entretien de toute la famille et aussi l'éducation des enfants. L'insaisissabilité est définitive et la Cour de Caen (2) l'a admise pour une dot constituée par une femme dotale sur ses biens

1. Grenoble, 4 février 1898, D. 98.2.477.

2. Caen, 17 mai 1854, D. 55.5.160.

dotaux à l'un de ses enfants à la charge par celui-c de servir une rente viagère à ses frères et sœurs qui, il est vrai, n'avaient pas d'autres ressources que la rente dont s'agissait.

La Cour de cassation (1) a, comme conséquence du même principe, refusé, pour la portion des revenus dotaux absorbée par les besoins du ménage, la compensation au profit du débiteur des dits revenus qui était créancier du mari, entre ce qui était dû à ce créancier par le mari et ce que ce créancier devait lui-même à la femme.

Par contre il faut admettre que les revenus dotaux peuvent être saisis en totalité à raison des créances ayant pour cause les besoins des époux (2).

Lorsque la femme a obtenu la séparation de biens, l'inaliénabilité de la dot tant mobilière qu'immobilière continue à la protéger; elle reste incapable de s'obliger sur sa dot. Mais par l'effet des règles de la séparation, elle reprend la libre disposition de ses revenus dotaux. Dès lors on s'est demandé si la situation des créanciers tant de la femme que du mari ne s'était pas améliorée et si les revenus dotaux n'étaient pas devenus saisissables entre les mains de la femme.

En ce qui concerne les créanciers du mari, leur

1. Cass., 12 mars 1902, D. 02.1.191.

2. Req., 17 mars 1856, D., 56.1.130.

situation n'a pas pu s'améliorer ; la propriété des revenus étant enlevée à leur débiteur ils en seront réduits au droit commun et ne pourront se faire payer sur les revenus qu'en prouvant le caractère alimentaire de leur créance.

Pour les créanciers de la femme au contraire leur situation paraît devenir plus avantageuse car son patrimoine s'est augmenté.

Parallèlement à la jurisprudence rendue sur l'insaisissabilité des revenus entre les mains du mari, les arrêts ont suivi les mêmes fluctuations pour les créanciers de la femme. La Cour de cassation ayant adopté tout d'abord le système de saisissabilité absolue donna aux créanciers de la femme action sur la totalité des revenus (1).

Puis une réaction se produisit contre cette doctrine absolue et une distinction fut faite entre les créanciers qui avaient traité avec la femme avant la séparation de biens et ceux qui avaient traité postérieurement à cette séparation. Un arrêt de la Cour de cassation (2) refuse entièrement l'action sur les revenus au créancier antérieur à la séparation. Quant au créancier postérieur on ne lui donna pas le droit de saisir la totalité des revenus, « la Cour réduisit ce

1. Cass., 9 avril 1823. D., 10.353.

Cass., 28 mars 1827. D., 27.1.293.

2. Cass., 11 janvier 1831, D. 31. 1. 51.

droit à la portion des revenus non nécessaires aux besoins du ménage. Cet excédent seul est disponible et saisissable. Les Cours d'appel tentèrent d'assimiler les créanciers antérieurs aux postérieurs et de leur accorder le droit de se payer sur l'excédent des revenus, mais ce fut en vain: la Cour de cassation maintint son système en leur refusant toute action. La jurisprudence est définitivement fixée en ce sens par un arrêt des Chambres réunies (1). Elle repousse toute distinction entre la nature mobilière ou immobilière de la dot et pose en principe que les fruits et revenus soit durant l'administration du mari, soit après séparation de biens, durant l'administration de la femme, sont affectés aux charges du ménage. Le mari a charge de les employer conformément à leur destination légale et sous son administration la femme ne peut en disposer; le créancier qui l'a comme obligée ne peut exercer ses droits sur les revenus à échoir soit avant, soit après la séparation; avant: ils sont la propriété exclusive du mari, après: parce que dit l'arrêt, sous un régime qui doit la protéger contre des engagements téméraires ou imprudents, toute aliénation anticipée de ces revenus lui est interdite. « Attendu qu'il ne saurait lui être permis, lorsqu'elle est encore sous l'influence du

1. Chambres réunies, 7 juin 1864, D. 64. 1. 201.

Paris, 11 juin 1896, D. 97. 2. 14.

mari, de compromettre les ressources que la loi réserve à la famille pour le cas où la séparation devient nécessaire : que d'ailleurs ces revenus ne peuvent être engagés à l'avance sans être détournés de leur destination; qu'autrement les effets de la séparation seraient illusoires et pourraient même devenir préjudiciables à la femme en ouvrant à ses créanciers un droit qu'ils n'avaient pas auparavant.

La doctrine proteste généralement contre cette application rigoureuse du principe de l'inaliénabilité et la plupart des auteurs déclarent les fruits du fonds dotal saisissables après la séparation de biens même à raison d'engagements de la femme antérieurs à cette séparation pour la portion qui excède les besoins de la famille (1). En effet cela revient à autoriser un débiteur qui a le moyen à ne pas payer ses dettes et on outrepassé les motifs de l'inaliénabilité dotale : celle-ci a été instituée pour assurer aux époux leur subsistance et celle de leurs enfants : la jurisprudence leur accorde un excédent qui est reconnu inutile puisqu'il dépasse les besoins de la famille.

La jurisprudence se montre pourtant disposée à se

1. TROPLONG, C. de M., IV, n° 3306 et suiv.

MARCADÉ, *Explication théorique et pratique du droit civil* sur 1554.

MASSÉ et VERGÉ sur ZACHARIÆ, t. IV, p. 238, § 670, n° 31.

LAURENT, t. XXIII, n. 557.

TESSIER. *De la dot*, t. I, p. 360.

départir de sa rigueur lorsqu'il s'agit de fournitures ayant le caractère de nécessité (1). Nous n'avons pu trouver à ce sujet qu'un arrêt et il serait à souhaiter qu'il fit jurisprudence. Il accorde au créancier de ces fournitures le droit de se faire payer sur les revenus dotaux après séparation de biens. Cette exception se justifie par des raisons d'équité; le système de la Cour de cassation est fondé sur ce qu'il ne saurait être permis à la femme lorsqu'elle est encore sous l'influence du mari de compromettre les ressources de la famille. Or il ne saurait être question d'engagements irréfléchis arrachés à la faiblesse de la femme lorsque ses obligations ont eu pour but la satisfaction des besoins domestiques au paiement desquels les revenus dotaux sont affectés. Refuser ce droit au créancier alimentaire ce serait forcer la femme à payer tout comptant. Il est donc parfaitement équitable que les fournisseurs jouissent d'une exception lorsque toutefois le caractère de nécessité est bien établi et que les marchandises livrées sont proportionnelles à la condition des époux.

1. Pau, 25 nov. 1879, D. 81. 2. 112.

CHAPITRE VIII

RECOURS DE LA FEMME CONTRE SON MARI

Lorsque la dot a été aliénée avec autorisation de justice et que tout ou partie du prix a été consacré à fournir des aliments à la famille, la femme peut-elle répéter contre son mari revenu à meilleure fortune le montant de ce qu'elle a versé aux dépens de sa dot ?

La coutume de Normandie (art. 541) répondait affirmativement. « Sauf le recours de la femme, disait-elle, sur les biens du mari au cas où il parviendrait à meilleure fortune et non sur les biens des acquisi-teurs. »

Cette opinion a eu dans la doctrine des partisans parmi lesquels nous trouvons Guillouard (1). Il se fonde sur ce fait que sous le régime dotal les revenus de la dot appartiennent au mari avec l'affectation spéciale aux charges du ménage. Si donc la femme a versé sur ses biens dotaux, elle a payé la dette du

1. GUILLOUARD, n. 2028.

mari et doit avoir recours sur les biens qu'il acquerra dans l'avenir.

MM. Rodière et Pont (1) n'admettent pas le recours de la femme. « Cette portion du prix a reçu un emploi utile, disent-ils, et si le changement de position des personnes qui se doivent des aliments doit modifier leur obligation pour l'avenir, il n'autorise pas en principe de répétition pour le passé. On ne doit donc considérer comme ayant tourné au profit du mari que ce dont il est enrichi et non point ce qu'il a été obligé de dépenser immédiatement pour ses aliments. »

M. Troplong (2) refuse aussi l'action en recours à la femme car il n'y a eu ni fraude ni désir de s'enrichir à ses dépens de la part du mari. Elle a accompli une obligation personnelle, qui ne saurait lui donner un recours; s'il est vrai que le mari a vécu des aliments payés par elle, la femme a accompli un « office pieux » et il n'y a pas de recours à exercer pour l'accomplissement de tels devoirs.

Nous nous rallions à cette opinion, mais la jurisprudence a adopté le système de la coutume de la Normandie (3) ; elle admet le droit de la femme au

1. RODIÈRE et PONT. C. de M., IV, 2213.

2. TROPLONG, II, 1456.

3. Marseille, 27 juin 1898. D. 03.1.465.

Aix, 26 mai 1899. D. 03.1.465.

Nîmes, 24 août 1842 ; S. 42.2.478.

remboursement du capital dotal aliéné avec autorisation de justice pour faire face aux besoins alimentaires de la famille, et l'autorise à se payer sur les biens de son mari tant sur ceux acquis depuis l'aliénation de l'immeuble dotal que sur ceux qu'il pouvait encore posséder à cette époque.

Cette jurisprudence est la conséquence de l'idée de protection absolue de la femme dotale que les Cours sont toujours portées à étendre à l'excès.

Si les paraphernaux seuls ont été aliénés : nous refuserons toute action en recours à la femme ainsi que nous l'avons fait pour le régime de la séparation de biens, car ils suivent les mêmes règles et la protection dotale n'existe pas pour eux. La jurisprudence paraît disposée à appliquer cette solution (1).

1. Paris, 8 janvier 1890 ; D. 91.1.225.

CHAPITRE IX

SÉPARATION DE FAIT

De même que sous les autres régimes, toute séparation de fait est sous le régime dotal méconnue de la loi. Toute convention de vivre séparés est nulle, entraînant la nullité des clauses pécuniaires s'y rattachant. En effet aux termes de l'article 214 la femme est obligée d'habiter avec son mari et celui-ci est tenu de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie selon ses facultés et son état. Sous le régime dotal, le mari seul a l'administration des biens dotaux pendant le mariage et ce droit ne cesse que par la séparation de biens si le mari met la dot en péril.

Ainsi la femme ne pourra exiger le paiement d'une pension que le mari se sera engagé à lui servir sur les revenus de la dot (1). Elle ne pourrait pas non plus répéter ce qu'elle aurait dépensé sur ses para-

1. Nîmes, 9 mai 1860, D., 60. 2. 219.

phernaux pour son entretien et celui de ses enfants alors qu'elle aurait refusé la vie commune (1).

De même si le mari voulant désertier le foyer conjugal a donné mandat à la femme d'administrer des biens à elle propres, il ne pourra exiger aucun compte et la femme se serait suffisamment justifiée en prouvant qu'elle a consommé les revenus et intérêts des biens dont s'agit sans en accumuler aucune portion à son profit exclusif (2).

1. Cass., 21 nov. 1868, D., 69. 1. 148.

2. Paris, 5 mai 1887, D., 88. 2. 47.

CHAPITRE X

CLAUSE QUE LA FEMME TOUCHERA ANNUELLEMENT SUR SES SEULES QUITTANCES UNE PARTIE DE SES REVENUS

L'article 1549 alinéa 3 autorise la femme à toucher pour son entretien et ses besoins personnels, annuellement et sur ses seules quittances une partie de ses revenus.

Cet avantage ne peut résulter pour la femme que d'une clause insérée au contrat de mariage. Elle se trouve alors investie de la libre disposition de la quotité déterminée des revenus dotaux et de la faculté de s'obliger sur cette quotité: en un mot elle a sur cette portion les mêmes droits qu'aurait eus son mari. En effet, cette partie de revenus n'est pas dotale puisqu'elle n'est pas destinée à supporter les charges du mariage comme le veut l'article 1540 mais bien à faire face aux dépenses personnelles de la femme.

Néanmoins les auteurs sont d'accord pour limiter la faculté de s'obliger de la femme à la portion qui

n'est pas nécessaire aux dépenses du mariage et la jurisprudence annule les engagements contractés par la femme dotale, quand les revenus deviennent dans leur intégralité nécessaires pour subvenir à l'entretien du ménage et des enfants (1).

Mais peut-on étendre l'article 1549 au cas où la femme s'est réservé l'administration et la disposition de tous ses revenus?

La doctrine conteste la validité de cette clause. Écartons d'abord le cas où la faculté réservée à la femme ne peut être exercée qu'avec l'autorisation de son mari ; aucune difficulté car la suprématie maritale est réservée.

Mais où la division existe, c'est dans le cas où le contrat de mariage stipule d'une manière absolue ce droit d'administration au profit de la femme.

La tradition romaine et l'ancienne jurisprudence confièrent toujours l'administration au mari considérant la dot comme un apport destiné aux charges du ménage. C'est encore aujourd'hui cette destination qui légitime l'inaliénabilité dotale. La plupart des auteurs et quelques arrêts considèrent avec la tradition cette clause comme illicite ; ils se fondent sur les travaux préparatoires du Code civil et sur l'article 1388 qui prohibe toute convention dérogatoire aux droits du mari en sa qualité de chef de

1. Cass., 2 juillet 1885, D. 86.1.287.

l'association conjugale ; ils considèrent la clause comme nulle et conservent aux biens en faisant l'objet, le caractère dotal (1).

L'opinion contraire concilie le pouvoir d'administrer de la femme avec le régime dotal en disant que le mari continue à être le chef de l'association conjugale comme il l'est sous le régime de séparation de biens et invoque le principe de la liberté des conventions matrimoniales. (Merlin, Rodière et Pont.)

La jurisprudence valide ces clauses et les déclare licites comme n'étant point contraires aux bonnes mœurs ni interdites par aucune disposition de la loi (2). Cela revient à dire que la femme est entièrement séparé de biens et qu'il n'y a plus de biens dotaux. Mais les arrêts n'osent pas aller jusqu'au bout de ce raisonnement : ils considèrent la femme comme capable d'employer elle-même la dot au but que la loi lui assigne : l'entretien du ménage, c'est-à-dire qu'elle devra employer les revenus à supporter les charges du ménage qui forment la contre-partie de cette jouissance, mais ils conservent aux biens faisant partie de

1. AUBRY et RAU, 4^e éd. t. V, § 535, p. 459, texte et note 16.

TROPLONG, C. de M., t. I, n^o 69.

(MARCADÉ, TESSIER, TAULIER, MASSÉ et VERGÉ, sur ZACHARIE).

LABBÉ, *Revue critique*, 1887, p. 442 et suiv.

2. Cass., 17 fév. 1886. D. 86.1.249.

Paris, 5 mai 1887. D. 88.2.47.

la clause, l'inaliénabilité, l'insaisissabilité et l'imprescriptibilité dotale.

Cette jurisprudence dont le caractère juridique est contestable écarte le régime dotal de son type normal, mais elle a pour avantage de donner à la femme une large activité.

CHAPITRE XI

SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS JOINTE AU RÉGIME DOTAL

Il était d'usage dans les pays de droit écrit et notamment dans le Parlement de Bordeaux d'atténuer la rigueur du régime dotal en lui adjoignant une société d'acquêts. Tel qu'il a été établi par le Code civil, le régime dotal pur a l'inconvénient d'attribuer au mari la totalité des économies réalisées pendant le mariage et d'inviter ainsi la femme à se désintéresser de la gestion économique des revenus affectés au soutien des charges du ménage. Il était donc utile de conserver une coutume avantageuse : c'est ce qu'a fait le Code civil en permettant aux époux par l'article 1581 d'établir au sein du régime dotal une véritable communauté.

Ce texte a reçu en pratique un accueil tellement favorable qu'on en trouve l'application dans plus de moitié des contrats ayant établi le régime dotal

Jadis dans plusieurs coutumes (Bayonne, Saintes, Saint-Jean-d'Angély, etc.) elle avait lieu de plein

droit. Le Code civil en fait l'accessoire du régime, il faudra donc pour l'adopter une stipulation expresse.

L'article 1581 renvoie aux articles 1498 et 1499, néanmoins dans les conflits fréquents qui naissent entre deux régimes aussi dissemblables il faut toujours tenir compte que la Société d'acquêts n'est qu'un accessoire tandis que la partie principale est le principe de dotalité. Ce sont donc les règles du régime dotal qui devront l'emporter. Ainsi les biens de la femme sont dotaux ou paraphernaux suivant les règles propres ; l'insaisissabilité, l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité existent pour les premiers tandis que les seconds restent libres. L'administration de la société appartient au mari.

L'actif de la société se compose uniquement des économies que chacun des époux fait sur les revenus des biens dont il a la jouissance, les revenus eux-mêmes restant dotaux.

Dès lors le mari doit seul pourvoir aux besoins du ménage et comme sous le régime dotal pur il est seul obligé vis-à-vis des tiers avec lesquels il contracte.

Quant à la femme, en qualité de commune, elle n'est pas obligée, si elle n'a pris aucun engagement personnel puisque pour les dépenses domestiques elle reçoit procuration générale du mari et n'agit qu'en qualité de mandataire (art. 1420). En qualité de dotale elle n'est pas tenue non plus puisque la dot est apportée au mari dans le but de faire face à

ces dépenses et que par les intérêts de cette dot elle s'est acquittée de sa part contributive. En conséquence l'action du créancier fournisseur n'est recevable contre la femme que comme sous le régime dotal.

D'autre part, on s'est demandé si la stipulation d'une société d'acquêts avait pour résultat de permettre aux créanciers de saisir la totalité des revenus dotaux. M. Laurent (1) se prononce pour l'affirmative car il considère ces revenus comme entrant dans la société et constituant le fonds social. Le mari en devenant propriétaire peut en disposer à sa guise et par suite l'inaliénabilité ne les frappe pas. Guillouard combat la doctrine ci-dessus en disant que le régime dotal a un double but : empêcher l'aliénation de la dot qui doit faire vivre la famille et aussi empêcher la saisie des revenus par les créanciers ordinaires, car c'est par ces revenus que le ménage s'entretient ; il faudrait donc recourir à l'aliénation du fonds dotal, moyen qui n'est qu'un ultime secours.

La jurisprudence a adopté le raisonnement de Guillouard et maintient pour les revenus le système qu'elle a appliqué au régime dotal pur : insaisissabilité pour les créanciers ordinaires de la portion nécessaire aux besoins du ménage, saisissabilité de la totalité pour les créanciers fournisseurs.

La loi du 15 juillet 1907 a encore augmenté le

1. LAURENT, XXIII, 591.

gage des créanciers alimentaires en leur permettant de saisir les revenus du travail de la femme qui entrent dans l'actif de la société d'acquêts, mais sont soumis à l'administration de la femme alors que précédemment ils étaient paraphernaux et ne pouvaient être saisis que dans le cas d'insolvabilité du mari.

CONCLUSION

La société actuelle voit abandonner de plus en plus l'idée d'immobilité dans laquelle l'épouse était claustrée par le Code civil. Les principes germaniques de l'assujettissement de la femme à cause de sa faiblesse physique, comme la notion romaine d'incapacité à cause du sexe ont disparu. La jurisprudence a consacré le droit de la femme de remplir sa fonction de maîtresse de maison en s'obligeant plus que ne le ferait un simple mandataire. Elle est arrivée à ce résultat par une voie un peu détournée car elle a pris en considération plutôt l'intérêt des fournisseurs que le rôle actif de l'épouse. Quoi qu'il en soit, elle a donné aux articles 203 et 212 une portée plus grande que celle que le législateur leur avait attribuée: elle y trouve le fondement juridique de l'action des créanciers fournisseurs contre la femme.

La loi du 13 juillet 1907 a fait plus encore: elle reconnaît le double principe de l'obligation des époux de subvenir spontanément dans la mesure de leurs

facultés aux besoins du ménage et de l'attribution du produit de leur travail au paiement de ces charges ; principes entre lesquels elle établit une relation étroite. Cette loi apporte en outre à la misère de la famille due à l'inconduite du mari un remède efficace car près de trois millions de femmes en France en bénéficient. Elle est d'un grand secours pour les petits commerçants dont la clientèle est en grande partie composée d'ouvriers en leur restituant une action que la loi sur les saisies-arrêts des petits salaires leur avait en grande partie enlevée. Elle permet en outre aux ménages pauvres et travailleurs d'avoir quelque crédit.

A un autre point de vue, la loi nouvelle donne une légère satisfaction aux partisans du régime légal de la séparation de biens qui deviennent de plus en plus nombreux quoique en réalité la moralité d'un régime dépende surtout de la conduite des époux.

Envisagée dans son ensemble elle est donc un bienfait dont on ne peut regretter que l'apparition tardive.

Vu : le Président de la thèse

A. WEISS

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.	5

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu historique

CHAPITRE I. — Droit romain	8
CHAPITRE II. — Histoire du droit français.	14
<i>Origines germaniques</i>	14
<i>xiii^e siècle.</i>	15
<i>Après le xiii^e siècle.</i>	16
<i>Époque révolutionnaire.</i>	18

DEUXIÈME PARTIE

Régimes matrimoniaux

SECTION I. — <i>Communauté légale. Généralités</i>	19
CHAPITRE I. — Entretien et éducation des enfants.	26
<i>Y a-t-il solidarité ?</i>	28
<i>Indivisibilité</i>	30
<i>Obligations conjointes</i>	34
<i>Qui doit être actionné ?</i>	35
CHAPITRE II. — Dépenses du ménage proprement dites.	38

CHAPITRE III. — Recours de la femme qui a payé plus que sa part.	45
CHAPITRE IV. — Séparation de fait	48
CHAPITRE V. — Dissolution de la communauté. . . .	52
CHAPITRE VI. — Clauses modifiant la communauté. . .	60
§ 1. — <i>Régime sans communauté.</i>	60
§ 2. — <i>Communauté réduite aux acquêts.</i>	63
CHAPITRE VII. — Loi du 15 juillet 1907.	66
SECTION II. — <i>Régime de la séparation de biens. Généralités.</i>	75
CHAPITRE I. — Clauses relatives à la contribution de la femme.	79
CHAPITRE II. — Le mari peut-il exiger le versement entre ses mains de la part contributive de la femme ?	84
CHAPITRE III. — Le mari ne peut exiger aucune garantie de la femme.	92
CHAPITRE IV. — Séparation de biens demandée pour détournement par le mari des revenus destinés aux charges du ménage.	97
CHAPITRE V. — Contribution de la femme pendant l'instance en séparation de biens.	103
CHAPITRE VI. — Corrélation entre l'obligation de la femme et la situation pécuniaire du mari.	110
CHAPITRE VII. — Influence d'une séparation de fait sur la contribution de la femme.	120
CHAPITRE VIII. — La femme qui a payé plus que sa part a-t-elle un recours !	124
SECTION III. — <i>Régime dotal. Exposé général</i>	126
CHAPITRE I. — Caractère du contrat.	128
CHAPITRE II. — Acquisition par le mari des fruits de la dot.	130
CHAPITRE III. — Inaliénabilité et insaisissabilité du fonds dotal	134
CHAPITRE IV. — Contribution sur les paraphernaux. . .	136

CHAPITRE V. — Aliénation de la dot pour subvenir aux besoins de la famille.	138
CHAPITRE VI. — Emprunts contractés sur les biens dotaux pour les besoins du ménage.	149
CHAPITRE VII. — Saisissabilité des revenus dotaux. . .	152
CHAPITRE VIII. — Recours de la femme contre son mari.	160
CHAPITRE IX. — Séparation de fait.	163
CHAPITRE X. — Clause que la femme touchera annuelle- ment sur ses seules quittances une partie de ses revenus	165
CHAPITRE XI. — Société d'acquêts jointe au régime dotal.	169
Conclusion.	173

